



CAN 2025 : ALGÉRIE 3 - SOUDAN 0

Un début prometteur

P. 16



NOMMER LE CRIME POUR LIBÉRER L'HISTOIRE

Pourquoi l'Algérie doit criminaliser le colonialisme

OUKACI LOUNIS

Algérie : la guerre informationnelle qui révèle une puissance que l'on voulait affaiblir

SALAH LAKOUES



QUAND L'EAU MANQUE ET DÉBORDE À LA FOIS, REPENSER NOS TERRITOIRES AVANT LA RUPTURE

Sécheresse, inondations, urbanisation : une crise structurelle

ELHABIB BEN AMARA



L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

Si le bidonville m'était conté !

CHERIF ALI

DIALOGUE SOCIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Une pratique qui peine à s'installer

BOUDINA RACHID

Réduire l'impact de l'allocation touristique en renforçant l'attractivité du tourisme interne

BRAHIM LAKHLEF

Les avoirs russes

DJAMEL LABIDI

Livres : mon top 12 des livres 2025

(LANGUE FRANÇAISE)
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

États-Unis-Israël Un soutien qui perpétue le génocide

Mercredi, 76^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 850 attaques contre les civils de Ghaza, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Israël poursuit ses attaques contre les civils de Ghaza. Mercredi, l'armée d'occupation a mené plusieurs frappes aériennes et des tirs d'artillerie sur différentes zones de l'enclave faisant des blessés, a rapporté Al Jazeera. «Le complexe médical Nasser a rapporté que trois personnes ont été blessées par des tirs de drones israéliens dans des zones où les forces d'occupation sont déployées à l'est de Khan Younes», précise la même source. Dans le nord de l'enclave, le complexe médical Al-Shifa a fait état de trois autres blessés à Jabalia, en dehors des zones de déploiement de l'armée d'occupation.

Un correspondant d'Al Jazeera a également indiqué que «des tirs d'hélicoptères de combat et des bombardements d'artillerie israéliens ont été menés à l'est de la ville de Ghaza, dont le quartier al-Tuffah, ainsi qu'à Khan Younes et à Rafah.

Dans le centre de l'enclave, des véhicules militaires israéliens ont tiré à la mitrailleuse sur des habitations palestiniennes à l'est du camp de réfugiés d'al-Bureij.

EURO-MED MONITOR : «LE SOUTIEN INCONDITIONNEL DES ÉTATS-UNIS À ISRAËL PERPÉTUE LE GÉNOCIDE»

En continuant leur «soutien inconditionnel» à Israël, les États-Unis permettent «la poursuite du génocide contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza», ce qui «constitue une violation grave des obligations (américaines) en vertu du droit international et de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide», déclare l'organisation Euro-Med Human Rights Monitor, dans un communiqué publié mardi.

«Les États-Unis continuent de soutenir Israël par leur influence diplomatique et une aide politique, militaire et sécuritaire massive, incluant financement, armes, munitions, pièces détachées, soutien logistique et coopération en matière de renseignement, permettant ainsi la poursuite du génocide contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza», affirme l'organisation.

Ce «soutien inconditionnel des États-Unis» a pour résultats «la poursuite des opérations militaires israéliennes» à Ghaza, «incluant le meurtre de civils et les attaques contre des zones résidentielles et des abris, ainsi que par le maintien du blocus et le renforcement des restrictions à l'entrée de l'aide humanitaire, des produits de première nécessité» privant les Palestiniens de «l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins

de santé et à un abri, ce qui équivaut à la destruction systématique de la population civile». Euro-Med Monitor considère que ce soutien américain «qui conditionne toute avancée sur le cessez-le-feu au retour du dernier corps israélien de Ghaza» est une «complicité honteuse dans les violations persistantes du cessez-le-feu, le siège, le déplacement des civils et la destruction de ce qui reste de leurs habitations». «Le sort de plus de deux millions de personnes dans la bande de Ghaza ne doit jamais dépendre de conditions impossibles à remplir sur le terrain», ajoute la déclaration faisant allusion au fait que l'entité sioniste empêche l'entrée des équipements lourds nécessaires pour le déblayement des dizaines de milliers de tonnes de débris pour rechercher le dernier corps israélien dont la trace et celle de ses gardes a été perdue suite aux bombardements qui ont rendu l'enclave un vaste champ de ruines. En «compromettant les moyens de survie et de résilience des civils» de Ghaza, ce soutien américain «dépasse le cadre d'une simple couverture politique et militaire» à Israël, note encore l'organisation.

CIJ : LA BELGIQUE SE JOINT À LA PLAINTE POUR GÉNOCIDE DÉPOSÉE PAR L'AFRIQUE DU SUD

Après le Brésil, la Colombie, l'Irlande, le Mexique, l'Espagne et la Turquie, la Belgique se joint à la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du sud contre Israël devant la Cour de La Haye.

«La Belgique, se référant à l'article 63 du Statut de la Cour, a déposé ce jour au Greffe une déclaration d'intervention en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Ghaza (Afrique du Sud c. Israël)», a déclaré la CIJ dans un communiqué publié mardi. Dans sa «déclaration d'intervention», la Belgique «souhaite exposer à la Cour son interprétation de la notion d'intention génocidaire, telle qu'énoncée à l'article II de la convention».

«Dans cet esprit, la Belgique soutient respectueusement que: (A) l'existence d'un conflit armé ne peut faire obstacle à l'identification d'une intention génocidaire; (B) l'allégation de la poursuite d'un objectif militaire ne peut, en tant que telle, faire obstacle à l'identification d'une intention génocidaire; et (C) des considérations relevant du droit international humanitaire ne peuvent faire obstacle à l'identification d'une intention génocidaire», lit-on dans le document.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le Mercosur et ses leçons

L'Europe cale sur le Mercosur ? Cela en a tout l'air. Destiné à libéraliser les échanges entre l'Union européenne (UE) et quatre pays d'Amérique latine, le traité commercial avec le Mercosur a été signé le 6 décembre 2024, avant d'être adopté le 3 septembre 2025 par la Commission européenne, et il attend son approbation par les Vingt-Sept et le Parlement européen avant d'entrer en application. C'est justement cette approbation par les pays membres de l'UE à laquelle on n'arrive pas à aboutir. À la suite d'une demande introduite par la France et l'Italie, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a reporté la signature de l'accord commercial à janvier 2026. Et, il est très probable, selon des avis largement partagés, que la signature de cet accord soit encore reportée à une autre date, vu le refus de la France et de l'Italie et la motivation de cette position qui n'est pas prête de changer. Les autorités françaises ne sont pas contre la signature de l'accord commercial avec le Mercosur, mais la colère des agriculteurs français, menaçant de s'engager dans un mouvement de protestation qui bloquerait la France, a fait reculer le gouvernement. Une menace qui sera toujours d'actualité en janvier 2026 et bien au-delà. Notons dans ce contexte que le 18 décembre, plusieurs milliers d'agriculteurs venus de plusieurs pays européens ont envahi les rues de Bruxelles, en marge du sommet des chefs d'État et de gouvernement européens invités à approuver l'accord avec le Mercosur. C'est cette pression populaire qui a conduit la Commission européenne à reporter la signature du traité à la mi-janvier. Les mouvements de protestation ont permis aux agriculteurs d'obtenir gain de cause sur certaines de leurs revendica-

tions comme la réduction des contrôles administratifs ou la simplification des exigences environnementales, sans faire plier les concernés sur le Mercosur. Les syndicats des agriculteurs dénoncent une concurrence déloyale, l'accord prévoyant une suppression de 90 % des droits de douane entre le Mercosur et l'UE. Chose qui ouvrirait la voie à l'importation de nombreux produits sud-américains en Europe, bœuf, riz, miel... sans obstacles tarifaires, avec en contrepartie des droits de douane du Mercosur qui seraient progressivement éliminés sur des produits européens tels que les voitures, machines, vêtements, vins, fruits frais ou chocolats. Le traité est ainsi largement favorable à l'économie européenne, mais la situation coïncide sur le plan politique. Et, les gouvernements européens ne rougissent pas devant ce blocage, imposé par la rue.

Cela donne une idée sur la manière de négocier avec eux. La raison populaire étant à leurs yeux plus importante que la raison économique, ne faudrait-il pas mettre en avant cet aspect de la revendication socioprofessionnelle pour motiver la révision des accords, leur gel ou leur rejet ? Tant que la demande de la population passe avant toute considération économique, selon les positions des gouvernements européens dans cet exemple du Mercosur, la même raison politique serait valable quand il s'agit de négocier un quelconque traité avec eux.

À l'ombre des démarches officielles d'une révision de l'accord d'association avec l'UE, les syndicats professionnels des branches concernées par cette révision seraient bien inspirés de suivre cet exemple, en montant au créneau, pour rééquilibrer les échanges, qui sont pour le moment en faveur des opérateurs économiques européens.

Conseil de sécurité Caraïbes: l'Algérie appelle à éviter l'escalade

L'Algérie a exprimé sa «profonde préoccupation» concernant la situation dans la région des Caraïbes, suite, notamment aux «actions ciblant les pétroliers vénézuéliens», appelant toutes les parties à éviter l'escalade.

«L'Algérie suit de près les récents développements dans la région des Caraïbes» et avec «une profonde préoccupation, particulièrement en ce qui concerne les informations faisant état d'actions directement dirigées contre des pétroliers vénézuéliens», a indiqué mardi le représentant permanent de l'Algérie aux Nations unies, Amar Bendjama.

«Ces développements soulèvent de sérieuses questions et risquent d'aggraver les tensions dans un contexte régional déjà fragile», a ajouté le diplomate qui intervenait lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée aux menaces contre la paix et à la sécurité internationales.

«L'Algérie souligne l'impératif d'éviter toute action susceptible de mener vers une escalade

de ou une confrontation», a insisté M. Bendjama.

Il a appelé, dans ce contexte, au respect de la Charte des Nations unies qui définit les principes fondamentaux régissant les relations pacifiques entre les États. Des principes qui incluent le respect de «l'égalité souveraine, l'autodétermination des peuples, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires internes et le règlement pacifique des différends», a-t-il souligné.

«Nous appelons tous les acteurs concernés à faire preuve de retenue et d'éviter toute action ou rhétorique susceptibles d'aggraver les tensions ou d'approfondir les divisions», a-t-il dit. Il a précisé que «le dialogue et la diplomatie restent les meilleures, voire les seules voies à même de résoudre les désaccords et de préserver la paix et la stabilité dans la région».

L'Algérie rappelle, par ailleurs, l'importance de maintenir l'Amérique Latine et les Caraïbes comme une zone de paix, «comme proclamé par les

États de la région il y a onze ans».

Dans cette optique, l'Algérie encourage les organisations d'Amérique Latine et des Caraïbes à jouer un rôle constructif pour créer un environnement favorisant le dialogue et les efforts de médiation.

La lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé transnational constituent des défis communs, tout particulièrement dans cette région, a rappelé M. Bendjama qui a assuré que faire face à ces défis nécessitait une coopération internationale dans le cadre du respect mutuel et de la solidarité et non dans une logique de confrontation et de polarisation.

«L'Algérie appelle toutes les parties à adhérer aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies», a-t-il affirmé.

«L'histoire a démontré de manière répétée que la guerre et l'intervention militaire ne menaient pas à une paix durable, bien au contraire. La seule voie viable est celle de la diplomatie, de la coopération et du respect du droit international», a-t-il conclu.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

APN

La loi sur la criminalisation du colonialisme adoptée

Une journée historique : l'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté, hier mercredi, à l'unanimité, la loi portant criminalisation du colonialisme français.

El-Houari Dilmli

À l'ouverture de la plénière de l'APN consacrée au vote de plusieurs projets et propositions de lois, dont la proposition de loi criminalisant la colonisation française en Algérie, les présidents des groupes parlementaires ont honoré le coordinateur de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, en reconnaissance des efforts de ladite Commission dans la défense de la Mémoire nationale. Pour M. Zeghidi, la démarche visant à criminaliser la colonisation française en Algérie constitue un moment historique, dont les contours ont été définis par le président de la République, de même qu'il s'agit d'un message fort de la part des enfants de l'Indépendance et descendants des chouhada, au sein du Parlement, ainsi que d'une «réponse parlementaire à l'adresse des ennemis de l'Algérie et au monde entier». Il a également considéré cette initiative comme une réponse claire des «enfants de Novembre» à ceux qui glorifient le colonialisme au sein du parlement français, «pour leur rappeler qu'ils sont relégués à la marge de l'histoire», ajoutant que cette démarche représente un «message de libération pour nos frères en Palestine et au Sahara occidental». Qualifiée de «première africaine» par Abdelkader Soufi, expert en politique internationale, cette loi vise, selon ses propos, «à établir un cadre juridique clair pour qualifier, reconnaître et condamner les crimes commis par la puissance coloniale française en Algérie entre 1830 et 1962». Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Abdelkader Soufi a affirmé que «cette loi, structurée en cinq chapitres, définit, pour la première fois, de manière exhaustive les crimes perpétrés durant plus de 130 ans de colonisation», ajoutant qu'«elle établit un cadre juridique précis pour des actes commis de 1830 jusqu'à 1962, ce qui constitue une avancée historique», expliquant que la nouveauté essentielle réside dans «la classification détaillée des crimes, incluant désormais des faits longtemps marginalisés ou passés sous silence». Parmi ces crimes figurent, selon lui, «la torture, les exécutions sommaires, les massacres de masse, les «enfumades», mais aussi «les kidnaps

et les viols, des pratiques rarement reconnues dans les textes officiels auparavant». «Cette loi définit tous les types de crimes qui ont été commis et recensés, et leur donne enfin une qualification juridique claire», a encore souligné l'invité de la Radio, ajoutant que «ces actes sont désormais reconnus comme des crimes contre l'Humanité, voire comme un génocide, ce qui, selon lui, honore le travail des rédacteurs du texte et celui du Parlement algérien». Un autre volet central du texte concerne l'interdiction de la glorification de la colonisation française.

LA RESTITUTION DES BIENS ET DES ARCHIVES

«Il n'y a rien à glorifier dans une occupation qui a commis des massacres, torturé des Algériens et pillé les richesses du pays pendant plus de 130 ans», a insisté l'expert, estimant que la loi introduit ainsi des dispositions pénales visant toute tentative «de justification» ou «d'exaltation» du colonialisme, notamment dans les discours publics ou médiatiques. Cette mesure vise particulièrement les discours nostalgiques de «l'Algérie française», encore présents dans certains cercles politiques et médiatiques. La loi aborde également la question cruciale de «la restitution des biens et des archives». Abdelkader Soufi a souligné que «de nombreuses archives relatives à la guerre d'occupation et à la Révolution algérienne sont toujours détenues par la France. La revendication de la restitution des archives nationales est une exigence concrète et légitime», a-t-il affirmé, rappelant que «ces archives ne se limitent pas à la période coloniale, mais incluent aussi des documents antérieurs à 1830, appartenant au Royaume d'Algérie, et qui ont été pillés lors de l'invasion». D'autres dispositions concernent les séquelles humaines et matérielles durables de la colonisation, notamment la question des mines antipersonnel et des essais nucléaires. «C'est un crime contre l'Humanité qui se poursuit encore aujourd'hui», a-t-il rappelé, soulignant que les retombées radioactives ont touché non seulement l'Algérie, mais aussi d'autres régions d'Afrique et même l'Europe. La loi consacre également le principe de l'imprescriptibilité des crimes coloniaux.

Le SG du MDN reçoit le chef d'état-major de l'Armée de Terre tunisienne

Le Général-Major Mohamed Salah Benbicha, Secrétaire général du ministère de la Défense nationale a reçu en audience, mercredi à Alger, le Général de Corps d'Armée, Mohamed El-Ghoul, chef d'état-Major de l'Armée de Terre tunisienne, accompagné d'une délégation militaire de haut niveau, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la tenue en Algérie des travaux de la 19ème session de la commission mixte algéro-tunisienne, chargée du suivi et du contrôle de l'exécution de la coopération militaire, durant la période du 21 au 25 décembre 2025, Monsieur le Général-Major Mohamed Salah Benbicha, Secrétaire général du ministère de la Défense nationale a reçu en audience, ce mercredi 24 décembre 2025, au niveau du

siège du ministère de la Défense nationale, Monsieur le Général de Corps d'Armée, Mohamed El-Ghoul, chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre tunisienne, accompagné d'une délégation militaire de haut niveau", précise la même source.

A cette occasion, les deux parties "ont tenu des discussions bilatérales portant sur les domaines d'intérêt commun, et ce, en présence du chef d'Etat-Major des Forces terrestres, en sa qualité de chef de la délégation algérienne au sein de la commission mixte algéro-tunisienne et du Directeur des relations extérieures et de la coopération du ministère de la Défense nationale, aux côtés des membres de la délégation tunisienne. Les deux parties ont également salué le niveau distingué et la qualité des relations de coopé-

ration entre les armées des deux pays frères", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, "le Général-Major, Secrétaire général du MDN a salué les résultats positifs enregistrés dans le domaine de la coopération militaire", soulignant "l'importance d'une coordination permanente et intensive entre les deux pays pour faire face aux différents défis sécuritaires, notamment dans le domaine de la sécurisation des frontières communes, afin de limiter les risques liés au terrorisme et à la criminalité transfrontalière, à l'immigration clandestine, ainsi qu'à la contrebande sous toutes ses formes et du narcotrafic".

A l'issue, les deux parties ont échangé des présents symboliques, conclut le communiqué du MDN.

Raïna Raïkoun

Mustapha Aggoun

Je t'accuse, non pas au nom de ton idée passagère, mais au nom de la mémoire

longue, celle qui ne pardonne jamais aux reniements calculés. Je t'accuse d'avoir trahi les martyrs.

Ceux qui sont tombés pour que l'Algérie demeure «unie, souveraine et indivisible». Tu as piétiné leur sang en paroles, toi qui n'as jamais porté leur fardeau. Tu as transformé leur sacrifice en gêne, leur serment en obstacle, comme si l'histoire devait s'excuser d'exister face à ton ambition. Je t'accuse d'avoir trahi ton propre parti politique, et avec lui, les compagnons de route qui ont cru en toi, qui t'ont tendu la main quand tu n'étais rien, et que tu as quittés dès que la fidélité est devenue trop lourde et que la trahison est apparue plus rentable. Je t'accuse de t'être jeté à bras ouverts dans les bras du sionisme, non par ignorance, mais par calcul, d'avoir embrassé une idéologie fondée sur l'effacement des peuples, alors que tu prétends défendre une cause.

Tu as choisi le camp de ceux qui nient, colonisent et détruisent, contre celui de ta propre terre. Je t'accuse d'avoir renié ton peuple et son histoire, d'avoir parlé de lui avec mépris, comme s'il était un fardeau, comme si ses douleurs, ses luttes et ses espérances étaient des archaïsmes gênants pour ton ascension personnelle. Je t'accuse d'avoir sali le monde de la poésie et de la chanson, ces espaces sacrés où l'âme d'un peuple se repose et se relève, en y injectant des projets de sang, en transformant la parole en arme, et l'art en instrument de division. Je t'accuse d'avoir proclamé une aventure dangereuse dans une langue étrangère, depuis la terre même de l'ancien colonisateur, comme si l'exil t'avait donné le droit de redessiner une nation que tu ne portes plus dans ton cœur.

Réquisitoire contre un reniement

Je t'accuse de tenter de semer la discorde, de nourrir la division, et d'allumer le conflit au sein d'un même peuple, en exploitant les

blessures, les identités et les douleurs, non pour les guérir, mais pour t'en servir.

Je t'accuse d'avoir sali l'histoire par des discours que même le colonisateur n'a pas osé tenir, toi qui vas plus loin que l'ennemi d'hier dans le mépris et la falsification. Je t'accuse d'avoir insulté le drapeau algérien, ce drapeau pour lequel plus d'un million et demi de martyrs sont morts, en le qualifiant de chiffon, oubliant qu'il est tissé de sang, de larmes et de dignité.

Je t'accuse d'avoir atteint un stade de dérive morale où tu te proclames citoyen et président d'un pays imaginaire, qui n'existe que dans tes fantasmes, une fiction politique née d'un ego démesuré et d'un profond vide intérieur.

Je t'accuse de semer la haine et la division, et de te déclarer, avec un zèle honteux, supplétiif de l'entité sioniste et des ennemis déclarés de l'Algérie, croyant trouver dans leur regard une reconnaissance que ton peuple t'a retirée.

Je t'accuse de tenir tes discours et réunions de propagande depuis des bars et des bureaux obscurs parisiens, loin de la poussière, de la chaleur et des douleurs du pays que tu prétends découper à distance. Je t'accuse enfin d'avoir nié la fraternité, l'amitié, les origines, l'histoire et le sang partagé, pour une ambition folle et démesurée, où le «je» a dévoré le «nous», où l'ego a étouffé la nation. La trahison n'est pas une opinion. Ce n'est pas une liberté d'expression. C'est une rupture morale, une faillite humaine, un acte qui te place hors de la mémoire honorable des peuples.L'histoire ne te répondra pas aujourd'hui, mais elle écrit déjà.

Et elle n'épargne jamais ceux qui ont voulu exister en effaçant leur propre patrie.

Fortes pluies et routes fermées à l'Ouest du pays

M. Aziza

Les conditions météorologiques défavorables persistent, avec de fortes pluies accompagnées d'orages touchant actuellement l'ouest du pays. Cette situation engendre des risques d'inondations et complique fortement la circulation routière. Plusieurs axes ont d'ailleurs été fermés à la circulation en raison de la montée du niveau des eaux.

À Oran, le chemin de wilaya n°20, reliant les communes d'Aïn El Turck et de Mers El Kébir, a été fermé, hier, à la circulation suite à l'élévation du niveau des eaux. Une situation similaire est signalée dans la wilaya de Mostaganem, où le chemin de wilaya n°60, dans le tronçon re-

liant la commune de Sidi Belattar à la route nationale n°11, a également été fermé pour les mêmes raisons.

Dans la wilaya de Chlef, les services de sécurité routière ont appelé à la vigilance, notamment via la page Facebook «Tariki», sur la route nationale n°11, reliant les communes de Sidi Abderrahmane et d'El Marsa, en raison d'un glissement de terrain provoqué par les fortes précipitations. Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Sidi Abderrahmane ont été mobilisés sur place afin de procéder à la réouverture de la route et de sensibiliser les usagers à la nécessité de prendre les mesures de précaution requises.

Par ailleurs, l'Office national de la météo-

rologie (ONM) avait émis un bulletin météorologique spécial annonçant de fortes pluies dans plusieurs wilayas, notamment à l'ouest du pays. Les wilayas d'Aïn Témouchent et d'Oran sont concernées par des précipitations pouvant atteindre 20 à 40 mm, avec une validité allant du mercredi 24 décembre à 15h00 au jeudi 25 décembre à 15h00. Des pluies comprises entre 20 et 30 mm sont également attendues dans les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Tiaret, Saïda, ainsi que le nord de Naâma, du mercredi 24 décembre à 15h00 jusqu'au jeudi 25 décembre à 06h00.

Il convient de rappeler que les services de la Protection civile ont mené, entre le 23 et le 24 décembre 2025, plusieurs interven-

tions liées aux intempéries ayant touché les wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Saïda, Tizi Ouzou, Bouira, M'sila et Batna. À Oran, les secours ont procédé au dégagement de trois véhicules légers cernés par les eaux pluviales sur la route nationale n°02, dans la commune de Boutlélis. Des opérations similaires ont été menées dans la wilaya d'Aïn Témouchent, où trois autres véhicules légers ont été dégagés sur la RN n°02.

Les équipes de la Protection civile ont également effectué plusieurs opérations de pompage et d'épuisement des eaux pluviales dans les wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Saïda, sans qu'aucun dégât majeur ne soit enregistré.

Nommer le crime pour libérer l'histoire

Pourquoi l'Algérie doit criminaliser le colonialisme

« Reconnaître le colonialisme comme crime n'est ni vengeance ni condamnation d'aujourd'hui : c'est un devoir universel. À l'Algérie, à la France et à la communauté internationale, la vérité historique engage justice, mémoire et responsabilité partagée pour protéger les générations à venir. »

Par **OUKACI Lounis***

1re partie

En 1830, l'Algérie a été soumise à un système colonial qui ne relève ni de l'accident historique ni d'une simple confrontation militaire, mais d'un projet étatique structuré de domination, d'expropriation et de déshumanisation, mis en œuvre par des institutions civiles et militaires françaises sur plus d'un siècle. La recherche historique contemporaine, notamment française, a montré que la colonisation de l'Algérie s'est accompagnée de massacres de masse, de déplacements forcés, de spoliations foncières systématiques, de législations discriminatoires et de la destruction méthodique des structures sociales, culturelles et éducatives indigènes (Tocqueville, 1841 ; Vidal-Naquet, 1972 ; Stora, 1992 ; Le Cour Grandmaison, 2005).

Ces faits ne sont ni subjectifs ni militants : ils sont documentés par les archives coloniales, par les travaux d'historiens reconnus et par les standards contemporains du droit. À ce titre, la colonisation de l'Algérie répond objectivement aux critères constitutifs de crimes contre l'humanité, tels que définis par le droit international moderne : violence systématique contre des populations civiles, persécutions fondées sur l'appartenance ethnique et juridique, atteintes graves et durables à l'intégrité physique, psychique, sociale et environnementale des populations concernées (ONU, Convention de 1968 ; Statut de Rome, 1998).

La question posée aujourd'hui à l'Algérie n'est donc pas celle de la revanche, ni celle de l'hostilité envers un peuple ou une nation contemporains. Elle est une question de qualification juridique, de vérité historique et de souveraineté mémorielle. Nommer un crime n'est jamais un acte de haine ; c'est un acte de droit. Les grandes tragédies historiques du XXI^e siècle l'ont démontré : le nazisme, l'apartheid, l'esclavage ont été reconnus, qualifiés et condamnés non pour rouvrir les conflits, mais pour empêcher leur négation, leur banalisation et leur répétition (ONU, Durban 2001).

Dans ce cadre, le silence juridique entourant le colonialisme constitue une anomalie historique et normative. Il ne traduit ni l'absence de faits ni l'absence de droit, mais un retard politique dans la reconnaissance d'un crime pourtant établi par la science historique et compatible avec les normes internationales existantes. Laisser le colonialisme hors du champ de la loi, c'est exposer la mémoire nationale au révisionnisme, fragiliser la transmission historique et prolonger, sous d'autres formes, les effets d'un traumatisme collectif non reconnu.

C'est ici que l'intervention du Parlement algérien s'impose, non comme un choix idéologique, mais comme une nécessité historique. Lorsque l'histoire est établie, lorsque le droit est disponible et lorsque la mémoire collective demeure vulnérable à la négation, le législateur a le devoir de transformer la vérité historique en norme protectrice. Criminaliser le colonialisme ne revient pas à juger le présent à l'aune du passé ; cela consiste à inscrire dans la loi ce que l'histoire, le droit et la conscience humaine ont déjà reconnu. En ce sens, une loi algérienne criminalisant le colonialisme ne serait ni une exception ni une provocation. Elle constituerait un acte de civilisation, une affirmation de souveraineté intellectuelle et juridique, et un rempart contre l'effacement de l'histoire. Nommer le crime, c'est libérer l'Histoire ; et libérer l'Histoire, c'est protéger l'avenir.

I. LE COLONIALISME EN ALGÉRIE : UN SYSTÈME HISTORIQUEMENT ÉTABLI DE VIOLENCE D'ÉTAT

1. La colonisation de l'Algérie : un projet étatique planifié et assumé

La conquête et la domination de l'Algérie ne relèvent ni d'un dérapage militaire ni d'excès isolés. Dès 1830, la colonisation s'inscrit dans un projet étatique français explicitement assumé, combinant conquête militaire, refonte juridique, appropriation foncière et transformation démographique du

territoire. Alexis de Tocqueville, figure fondatrice de la pensée libérale française, reconnaissait lui-même que la conquête de l'Algérie nécessitait des méthodes d'exception, affirmant que la guerre coloniale impliquait la destruction des villages, des récoltes et des structures de subsistance des populations locales (Travail sur l'Algérie, 1841). Cette reconnaissance interne au système colonial invalide toute lecture a posteriori visant à présenter la violence comme accidentelle ou marginale. Les pratiques militaires mises en œuvre — enfumades, exécutions collectives, razzias, déplacements forcés — furent non seulement tolérées, mais institutionnalisées sous des autorités civiles et militaires clairement identifiées (Bugeaud, Cavaignac, Pélissier). L'objectif n'était pas seulement la soumission militaire, mais la terreur comme mode de gouvernement, condition préalable à l'appropriation durable du territoire. La violence n'est pas un excès. Elle est l'outil central de la colonisation de peuplement.

2. Une colonie de peuplement fondée sur l'inégalité juridique et la déshumanisation

L'Algérie coloniale ne fut pas une colonie d'exploitation classique, mais une colonie de peuplement, ce qui constitue une singularité majeure dans l'histoire du colonialisme français. Cette spécificité a produit un système juridique fondé sur la négation de l'égalité humaine. Le Code de l'indigénat, officiellement instauré en 1881, instaure un régime d'exception qui place les Algériens, musulmans et juifs, dans une situation juridique et sociale systématiquement inférieure. Ce dispositif les soumet à des sanctions collectives, à des impôts discriminatoires, à des peines administratives prononcées sans jugement et à une restriction permanente de leurs libertés fondamentales. L'ensemble de ces mesures n'est pas ponctuel : il constitue un outil institutionnel de contrôle et de domination, destiné à maintenir la population locale dans un état de dépendance et à faciliter l'appropriation des terres et des ressources par l'État français et les colons.

Ce dispositif ne visait pas à corriger des comportements, mais à institutionnaliser l'infériorité juridique d'un groupe humain sur la base de son origine. Il constitue, au regard du droit contemporain, une forme de persécution systématique, critère central des crimes contre l'humanité. Pierre Vidal-Naquet et Raphaëlle Branche ont démontré que cette logique d'exception juridique a perduré jusqu'à la guerre de libération, facilitant le recours massif à la torture, aux disparitions forcées et aux exécutions extrajudiciaires. L'inégalité n'est pas sociale. Elle est codifiée par la loi.

3. Les massacres de masse : de la conquête à la répression coloniale tardive

Les violences coloniales ne s'éteignent pas avec la « pacification » du XIX^e siècle. Elles se poursuivent tout au long de la période coloniale, culminant avec les massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata. Les travaux historiques convergent pour établir que la répression, menée par l'armée, la police et des milices de colons, a causé des dizaines de milliers de morts civils algériens, dans un contexte où les manifestations réclamaient l'égalité des droits et la fin de la domination coloniale. Benjamin Stora souligne que ces massacres constituent une rupture définitive entre l'État colonial et la population algérienne, révélant l'impossibilité de toute réforme interne du système colonial. La violence extrême apparaît lorsque l'ordre colonial est contesté. Elle est répressive et exterminatrice.

4. Les crimes environnementaux et transgénérationnels : les essais nucléaires

Entre 1960 et 1966, la France a procédé à des essais nucléaires atmosphériques et souterrains à Reggane et In Ekker, exposant directement des populations civiles, des travailleurs algériens et l'environnement saharien à des radiations massives. Les archives françaises déclassifiées confirment l'absence de protection adéquate des populations locales, la dissimulation des effets sanitaires et la persistance des contaminations sur plusieurs générations. Ces événements ne relèvent pas d'un incident isolé mais s'inscrivent dans la logi-



que d'un système colonial qui instrumentalisait la violence et le risque pour asseoir son contrôle, montrant une fois de plus que les pratiques de domination ne s'arrêtaient ni à la métropole ni aux actions militaires classiques, mais touchaient directement la vie, la santé et l'avenir des populations locales. Ces faits constituent non seulement une violation grave des droits humains, mais également un crime environnemental à effets différés, aujourd'hui reconnu comme une dimension des crimes contre l'humanité. Le territoire colonisé est considéré comme zone sacrificielle, sans valeur humaine équivalente.

5. Architecture de la violence : la colonisation de l'Algérie à l'épreuve du droit international

Pris isolément, ces faits sont déjà accablants, mais pris ensemble, ils révèlent une architecture cohérente de domination violente, correspondant à un système structuré et planifié. Cette logique satisfait pleinement les critères juridiques reconnus pour qualifier des crimes : violence massive contre des civils, persécution juridique et raciale, déplacements et déplacements forcés, ainsi que atteintes graves et durables à l'intégrité humaine et environnementale. La conclusion intermédiaire est sans équivoque : la colonisation de l'Algérie n'a jamais été une succession d'abus ponctuels ou isolés ; elle constitue un système criminel historiquement établi, où chaque mesure, chaque loi et chaque acte de violence servait à organiser et à pérenniser la domination coloniale.

III. LE DROIT INTERNATIONAL N'IGNORE PAS LE COLONIALISME : IL A ÉTÉ VOLONTAIREMENT CONTOURNÉ

Le faux refuge du temps : L'argument le plus fréquemment invoqué pour s'opposer à la qualification juridique du colonialisme consiste à affirmer que l'on ne pourrait « juger le passé avec le droit d'aujourd'hui ». Présenté comme une prudence juridique, cet argument relève en réalité d'une confusion fondamentale entre temporalité des faits et nature du crime. Le droit international moderne n'a pas été conçu pour effacer les crimes du passé, mais précisément pour les empêcher d'être soustraits à la justice par le simple écoulement du temps. C'est pourquoi il a progressivement consacré la notion de crimes imprescriptibles, fondée sur un principe clair : lorsque des actes portent atteinte à l'humanité en tant que telle, le temps ne peut ni les absoudre ni les neutraliser juridiquement.

Dès lors, la question n'est pas de savoir si le colonialisme peut être jugé à l'aune du droit contemporain, mais si les faits historiquement établis répondent aux critères juridiques universels définissant les crimes contre l'humanité. Or, ces critères existent, sont précis, et ont été adoptés non pour créer des culpabilités rétroactives, mais pour protéger la vérité, les victimes et la mémoire collective contre la négation et l'oubli. Dans ce cadre, l'absence de qualification juridique du colonialisme ne traduit pas une impossibilité du droit, mais un choix politique de non-qualification, historiquement situé et juridiquement contestable. C'est précisément ce décalage entre la solidité du droit et la persistance du silence normatif que la présente analyse entend éclairer.

1. Le faux argument de l'anachronisme juridique

L'argument selon lequel le colonialisme ne pourrait être qualifié juridiquement au motif qu'il s'est déroulé avant la formalisation contemporaine des crimes contre l'humanité constitue une erreur juridique majeure, fréquemment mobilisée à des fins politiques. Le droit international reconnaît explicitement que certains crimes sont imprescriptibles, précisément parce qu'ils portent atteinte à l'humanité en tant que telle. La qualification juridique ne dépend donc pas de la date des faits, mais de leur nature, de leur ampleur et de leur caractère systématique. La Convention des Nations unies sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (1968) établit clairement que : « Aucun délai de prescription ne s'applique aux crimes contre l'humanité, quels que soient le moment où ils ont été commis. ». Le temps n'efface pas le crime lorsque celui-ci porte atteinte à l'humanité elle-même.

2. Les critères juridiques des crimes contre l'humanité : une correspondance objective

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998) définit les crimes contre l'humanité comme des actes commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique, dirigée contre une population civile et en connaissance de cette attaque. Les actes listés incluent notamment le meurtre, l'extermination, la déportation ou le transfert forcé de population, la persécution pour des motifs ethniques, raciaux ou religieux, ainsi que d'autres actes inhumains causant de grandes souffrances physiques ou mentales. Or, les éléments historiquement établis concernant la colonisation de l'Algérie correspondent point par point à ces critères : les massacres de masse du XIX^e siècle et de 1945, les déplacements forcés et camps de regroupement, la persécution juridique institutionnalisée via le Code de l'indigénat, la torture systématique pendant la guerre de libération, et les essais nucléaires infligeant des atteintes durables aux populations civiles. La conclusion juridique partielle s'impose d'elle-même : la qualification de crime contre l'humanité n'est pas une extension abusive du droit, mais l'application rigoureuse et incontestable de ses critères, fondée sur des faits documentés et reconnus par l'histoire et le droit international.

3. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : le colonialisme comme violation majeure

La Résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations unies (1960) proclame clairement que : « La sujétion des peuples à une domination étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme. » Au-delà de sa portée politique immédiate, cette résolution établit un principe normatif universel : tout système colonial n'est pas seulement une politique extérieure contestable, mais une violation structurelle et systémique des droits humains fondamentaux. Elle inscrit la décolonisation dans le cadre du droit international public, rendant illégitime toute forme de domination étrangère sur un peuple, indépendamment de la durée ou de la justification invoquée.

A suivre...

Algérie : la guerre informationnelle qui révèle une puissance que l'on voulait affaiblir

Par Salah Lakoues

Présentée comme une puissance régionale en déclin, diplomatiquement isolée et prisonnière de ses « mauvais alignements », elle est soumise à un procès en légitimité qui dépasse largement le cadre du débat journalistique ordinaire. Cette offensive narrative, loin d'être anodine, s'inscrit dans une stratégie plus vaste visant à contenir toute affirmation souveraine en Afrique du Nord et au Sahel à l'heure où l'ordre mondial bascule vers le multipolaire. Or, le paradoxe est là : en cherchant à affaiblir l'Algérie par la sur-médiatisation critique, ses détracteurs contribuent en réalité à révéler son rôle central — celui d'un acteur pivot dont la stabilité, l'autonomie stratégique et le refus de l'ingérence constituent désormais un obstacle majeur aux nouvelles formes de néocolonialisme.

Alors que l'ordre international entre dans une phase de recomposition accélérée, l'Algérie fait l'objet d'une offensive informationnelle persistante dans les médias et think tanks occidentaux. Présentée tour à tour comme une puissance en déclin, un acteur isolé ou un partenaire « à risques » en raison de ses relations avec la Russie, la Chine ou l'Iran, elle est décrite à

Depuis plusieurs années, l'Algérie est la cible d'une critique médiatique occidentale quasi permanente.

travers un prisme systématiquement négatif. Cette stratégie est pourtant en train de produire l'effet inverse de celui recherché. Contrairement à une idée répandue, l'Algérie n'est pas invisibilisée. Elle est au contraire hyper-visible, mais selon une logique d'« invisibilisation sélective » : ses faiblesses supposées sont suramplifiées, tandis que ses réussites structurelles sont occultées ou requalifiées en menaces. Tensions avec certains régimes sahéliens, critiques de ses médiations régionales ou accusations récurrentes de complaisance envers des groupes terroristes occupent l'espace médiatique, pendant que sont passés sous silence des faits pourtant décisifs.

Parmi eux figurent la stabilité institutionnelle retrouvée après le Hirak, la victoire historique contre le terrorisme issue de la décennie noire, ou encore le rôle énergétique central de l'Algérie pour l'Europe du Sud. Le gazoduc Transmed, infrastructure existante et sécurisée, demeure l'un des piliers de la sécurité énergétique européenne, à un moment où les discours sur la diversification des approvisionnements

se multiplient sans toujours reposer sur des alternatives crédibles.

Cette construction narrative s'inscrit dans un contexte plus large. La nouvelle stratégie américaine de sécurité nationale, rendue publique fin 2025, assume un recentrage sur les ressources critiques africaines. Dans ce cadre, plusieurs analystes, dont le géo-politologue français Bertrand Scholler, évoquent une forme de « néocolonialisme 2.0 » : maintenir des États fragilisés par des conflits asymétriques afin de contenir l'influence chinoise et russe. Les trajectoires récentes du Mali, du Niger ou du Burkina Faso, après leur rupture avec la France et leur rapprochement avec Moscou et Pékin, alimentent ce débat. C'est précisément ici que le cas algérien devient central. Par son refus de l'ingérence, sa doctrine sécuritaire défensive et sa diplomatie de non-alignement, l'Algérie constitue un verrou stratégique. Elle empêche la mise en place d'une architecture sahélienne entièrement exogène et limite la captation indirecte des ressources africaines par des dispositifs de projection politi-

que ou énergétique. Ce rôle explique en grande partie l'intensité des attaques informationnelles dont elle fait l'objet. Or, cette stratégie se révèle profondément contre-productive. L'hyper-critique extérieure renforce la cohésion interne et nourrit une dynamique de légitimation souverainiste. L'État algérien est perçu, à tort ou à raison, comme un rempart face aux pressions étrangères. Cette perception favorise l'adhésion à des cadres alternatifs — BRICS, coopération Sud-Sud, diversification monétaire — non par idéologie, mais par calcul stratégique. Plus encore, cette surmédiatisation négative agit comme un aveu implicite : on ne mobilise pas une telle intensité narrative contre un acteur marginal. En cherchant à affaiblir l'Algérie, ses détracteurs confirment en réalité son importance géopolitique.

La responsabilité européenne, et française en particulier, est ici majeure. En s'enfermant dans des contentieux mémoriels non résolus, dans la question du Sahara occidental et dans un atlantisme rigide, Paris a manqué l'opportunité de construire un véritable partenariat stratégique euro-méditerranéen avec Alger. Le résultat est une marginalisation progressive de l'Union européenne en Afrique, pendant que d'autres acteurs avancent leurs pions avec constance. L'histoire pourrait retenir ce paradoxe : la guerre informationnelle menée contre l'Algérie, loin de l'affaiblir, aura contribué à la consacrer comme acteur pivot du nouvel équilibre africain. Dans un monde multipolaire, la stabilité, la continuité étatique et la souveraineté stratégique restent des atouts. Et c'est précisément ce que cette campagne cherche à nier sans y parvenir.

Dialogue social dans la fonction publique : une pratique qui peine à s'installer

Par Boudina Rachid *

INTRODUCTION – UNE AMBITION RÉFORMATRICE AFFICHÉE

Depuis plusieurs années, la question du dialogue social occupe une place centrale dans le discours de réforme de la fonction publique algérienne. À travers le décret exécutif n°20-119 du 25 juillet 2020, relatif aux commissions administratives paritaires, aux commissions de recours et aux comités techniques, les pouvoirs publics ont entendu structurer les relations professionnelles au sein des administrations publiques et promouvoir une culture de concertation.

Le texte se présente comme une réponse aux exigences de modernisation de la gestion publique : prévention des conflits, consultations sur les projets de réformes statutaires, conditions de travail, écoute et participation des agents, transparence des décisions, prévention des tensions internes. Toutefois, l'écart persistant entre le cadre normatif et les pratiques administratives invite à une analyse plus attentive. Non pour contester le principe du dialogue social, mais pour interroger la manière dont il est conçu, institutionnalisé et mis en œuvre.

I. UNE CONCEPTION PROCÉDURALE À L'EXCÈS DU DIALOGUE SOCIAL

Dès son économie générale, le décret exécutif n°20-119 du 25 juillet 2020 appréhende le dialogue social sous un angle essentiellement procédural. En agrégeant, dans un même dispositif réglementaire, des instances relevant à la fois de la gestion individuelle des carrières et de la concertation collective, le texte tend à réduire le dialogue social à un ensemble de consultations formelles, sans en distinguer clairement les finalités, ni les niveaux d'intervention. Ce faisant, le simple observateur ou même l'administrateur aguerri voient le comité technique comme un simple appendice des commissions administratives paritaires. Cette approche privilégie l'organisation des mécanismes institutionnels au détriment d'une définition substantielle du dialogue so-

cial qui a besoin qu'on lui donne vie. Celui-ci apparaît davantage comme une succession de séquences administratives encadrées, que comme un espace structuré de discussion collective sur le travail, son organisation et ses conditions d'exercice. Ce choix initial pèse lourdement et négativement sur l'effectivité du dispositif.

II. LE DIALOGUE SOCIAL : UNE RÉALITÉ NÉCESSAIREMENT COLLECTIVE

Il convient de rappeler une distinction essentielle, souvent brouillée dans les pratiques comme dans les discours : le dialogue social ne saurait se confondre avec la consultation sur des situations individuelles. Il relève, par nature, des questions collectives touchant à l'organisation des services, aux conditions de travail, à la gestion prévisionnelle des effectifs, à la formation et à la modernisation de l'action publique. Il doit même être associé tant aux réformes statutaires qu'aux textes relatifs aux primes et aux indemnités. À ce titre, le dialogue social ne peut trouver son expression réelle que dans les espaces spécifiquement dédiés à ces enjeux collectifs. Toute assimilation avec des mécanismes de gestion individuelle affaiblit sa portée et entretient une confusion conceptuelle préjudiciable à sa crédibilité.

III. LES COMITÉS TECHNIQUES : FORMALISME CONTRE FRAGILITÉ PRATIQUE

Dans l'architecture réglementaire en vigueur, les comités techniques constituent, en principe, le lieu privilégié du dialogue social. Ils sont appelés à se prononcer sur les grandes orientations de l'organisation du travail et sur les conditions d'exercice des missions de service public. Dans les faits, leur rôle demeure largement marginalisé. Les consultations interviennent souvent tardivement, avec des marges d'influence réduites. L'accès à l'information est limité, les données transmises sont parfois incomplètes, et les avis formulés peinent à se traduire en décisions effectives. Cette situation conduit à un affaiblissement progressif de ces instances, perçues moins comme des lieux de construction collective

que comme des passages obligés destinés à satisfaire une exigence réglementaire. Le dialogue social se transforme alors en formalité, perdant sa fonction de régulation et d'anticipation.

IV. LE POIDS DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES

Les limites observées ne peuvent être imputées uniquement au cadre juridique. Elles s'inscrivent dans un environnement administratif marqué par une culture hiérarchique forte, une centralisation persistante de la décision et une faible tradition de concertation. L'expression d'un avis divergent reste, dans de nombreux cas, assimilée à une remise en cause de l'autorité plutôt qu'à une contribution à l'amélioration du service.

La circulation de l'information demeure inégale réduisant, voire empêchant la capacité des représentants du personnel à formuler des propositions étayées.

Dans ce contexte, le dialogue social peine à s'imposer comme un mode normal de gouvernance. Il reste souvent cantonné à un rôle périphérique, sans impact réel sur les choix structurants de l'administration.

V. HÉRITAGES NORMATIFS ET COHÉRENCE INACHEVÉE

Les difficultés actuelles du dialogue social doivent également être replacées dans une continuité réglementaire plus large. Les textes antérieurs ayant structuré la gestion des ressources humaines dans la fonction publique ont privilégié une logique de déconcentration des pouvoirs et de gestion administrative de proximité.

Si cette orientation répondait à des impératifs organisationnels à un moment donné, elle a aussi contribué à installer des pratiques où la décision demeure largement unilatérale, laissant peu de place à la délibération collective, qui souffre d'être considérée comme n'étant pas légitime et vue en conséquence comme inacceptable. Dans ce cadre, les tentatives récentes de structuration du dialogue social se trouvent contraintes par des habitudes de gestion profondément ancrées.

Le décret 20-119 a beau apparaître comme une

volonté de rééquilibrage, il ne remet pas pour autant en cause explicite le modèle sous-jacent. Faute d'une cohérence globale entre les objectifs affichés et les pratiques héritées, le dialogue social s'épuise à dépasser le stade de l'intention.

VI. LES LIMITES D'UN DIALOGUE SOCIAL VOUÉ À UN EXERCICE FORMEL

Lorsque le dialogue social se réduit à une consultation sans effet, il perd sa fonction essentielle, celle de prévenir les tensions, d'améliorer les conditions de travail et de renforcer l'adhésion des agents aux réformes. L'existence d'instances formelles ne suffit pas à garantir la qualité de l'échange social.

Ce décalage entre le discours et la réalité alimente une forme de désengagement silencieux. Les agents, n'étant pas vraiment sensibilisés, ils perçoivent le dialogue social comme un dispositif institutionnel éloigné de leurs préoccupations concrètes, tandis que l'administration y voit un cadre à respecter, plus qu'un levier de performance.

CONCLUSION : REPENSER LE DIALOGUE SOCIAL COMME MODE DE GOUVERNANCE

Le dialogue social ne se décrète pas. Il se construit dans la durée, à travers des pratiques cohérentes, une reconnaissance réelle des acteurs et une volonté assumée de partage de la décision sur les questions collectives.

Le décret exécutif n°20-119 a posé des bases institutionnelles, mais celles-ci demeurent imparfaites tant que le dialogue social est conçu principalement comme un mécanisme procédural. Une évolution réelle suppose de clarifier son périmètre, de renforcer le rôle des comités techniques, à supposer déjà qu'ils sont effectivement installés, et de faire du dialogue social un élément central de la gouvernance administrative.

À défaut, il restera une norme bien intentionnée, mais éloignée de la réalité quotidienne des administrations publiques et des agents qui les font vivre.

* Inspecteur en chef de la fonction publique retraité

Si le bidonville m'était conté !



L'Algérie a construit un peu plus de 5 millions de logements en 20 ans. Mais cela ne semble pas avoir réussi à résoudre la crise du logement dans le pays, en raison du déficit enregistré, mais aussi de la croissance rapide de la population.



Par Cherif Ali *

L'autre souci est la concentration des constructions dans les grandes villes, jusqu'à leur saturation. En fait, l'Algérie semble avoir un besoin urgent de créer de nouvelles villes, afin de contenir l'exode vers les grands centres urbains. Une problématique soulevée par le Président Tebboune, qui a ordonné au ministre concerné de lancer la réflexion sur cette question.

Entre-temps, le secteur de l'Habitat continue de recaser, à bout de bras, les occupants de l'habitat précaire ; l'entreprise est titanesque tout comme la crise de logement et les bidonvilles continuent à faire florès !

Essayons tout de même d'en démêler l'écheveau en les distinguant, déjà, par catégories :
- ceux hérités de la colonisation
- ceux, construits dans les années 1970.
- ceux érigés dans les années 1980.
- ceux érigés lors de la décennie noire des années 1990/2000.
- ceux enfin, dits de fraîche date.

1-Concernant tout d'abord la première catégorie, qui peut affirmer, au risque de faire injure et de porter le discrédit sur tous les responsables d'alors, que ce type d'habitat, rappelons-le, constitué par exemple des centres de regroupement de triste mémoire, subsiste encore, en 2014 et que ses habitants n'ont pas été logés par tous les walis qui se sont succédé depuis 1962.

2-Pour la deuxième catégorie, «*la révolution Agraire*» et «*les 1000 villages socialistes*», les deux mamelles d'une politique mise en place, par souci d'équilibre régional, étaient censées juguler l'exode rural de ces années là, relever la production agricole, améliorer la productivité et mettre fin au chômage et au dénuement qui prévalaient dans les territoires de l'Algérie profonde.

L'exode rural, inexorable, faut-il le rappeler, était expliqué alors, par les disparités de revenus entre les campagnes et les villes et par l'espoir des ruraux de trouver un emploi dans celles-ci.

3-La troisième catégorie, celle des années 1980, s'est illustrée par le slogan «*pour une vie meilleure*» qui a mis à terre, sans jeu de mot, toute la politique agraire des années précédentes ; cela s'est traduit par un exode massif de ruraux qui ont envahi la périphérie des grandes villes.

Des populations entières ont repris, volontairement, le chemin de la ville, pour goûter aux délices «du programme anti-pénurie», le fameux «P.A.P.».

On continue, à ce jour, à recaser dans les nouvelles cités, les habitants de ces bidonvilles «résiduels», nonobstant des opérations «coup-de-poing», consistant à raccompagner ces «bidonvillois» dans leur wilaya d'origine, à travers une noria de camions réquisitionnés pour l'opération.

4-La quatrième catégorie, celle des années 1990/2000 est de loin la plus fournie, car constituée de familles ayant déserté leur région pour des raisons sécuritaires liées à la décennie noire.

Avec la paix retrouvée et la politique de la Concorde Civile, ces familles ont reçu toutes les assurances politiques, sociales et économiques pour retrouver leur foyer, leur terre et leur outil de travail et retourner dans leurs régions sécurisées.

L'État n'a pas lésiné d'ailleurs sur les moyens :

- en termes de relèvement de tous les indicateurs socio-économiques des régions concernées.

-et d'aides et de prêts multiformes, parfois en concours définitifs qui ont été alloués pour permettre à toutes ces populations de retrouver leur mode de vie, leur confort et vivre de leur labeur.

Beaucoup de ces personnes ont préféré rester, comme on le verra plus loin, même si certaines d'entre-elles ont pris le chemin du retour, en laissant toutefois leurs enfants, profiter de «l'usufruit» du bidonville et prétendre à leur tour à un logement.

5-La cinquième catégorie enfin, «dite de fraîche date», formulation empruntée au Wali d'Oran d'alors.

Concernant les ingrédients qui facilitent l'implantation de bidonvilles classés dans cette catégorie dite de fraîche date, on peut citer, dans l'ordre :

-des citoyens sans scrupules.
-une mafia agissante du foncier.
-des employés véreux au niveau de la distribution d'eau et d'électricité.
-le laxisme des élus et autres responsables locaux.

Pour résumer, si l'on tient compte de ce qui a été affirmé supra, la clef des bidonvilles, sans jeu de mot, est toute trouvée si l'on admet leur classification telle que proposée et qui repose quand même sur un fondement juridique avéré :

1-Les bidonvilles de la première catégorie «n'existent plus» et n'ont aucune raison d'être, si tout le monde est d'accord sur ce qui a été affirmé.

2-Ceux relevant des années 1970 ont été traités dans le cadre d'une politique en rapport à ces années là ; et toutes les mesures complémentaires prises, dans le cadre de la Politique Nationale du Développement du Renouveau Agricole (PNDR) sont les solutions les plus adaptées pour endiguer les mouvements migratoires?

Mieux en tous cas, que les tentatives vaines, d'intégrer toutes ces populations dans une politique de logement, fut-elle massive.

3-Ceux des années 1980 se sont caractérisés par la politique du retour forcé des populations rurales concernées, telle que décidée par le gouvernement de l'époque de feu le président Chadli.

4-Ceux découlant de la décennie noire ont

connu des solutions politiques, économiques, sociales et financières adaptées, avec l'encouragement, la protection et la bénédiction des pouvoirs publics.

Si l'on estime qu'il transparait encore des catégories deux, trois et quatre, telles que sérieuses, quelques «bidonvilles résiduels», qu'ils soient pris en charge une fois pour toutes, à travers les programmes à venir.

En tous les cas, les migrations des zones rurales vers les villes ne cesseront pas, tant que le mouvement d'urbanisation agit comme une pompe aspirante.

Et paradoxalement, l'urbanisation est provoquée essentiellement par l'afflux des ruraux que les pouvoirs publics n'ont cessé de reloger dans une logique de spirale infernale !

5-Pour ceux dits de «fraîche date», la réponse idoine consisterait, il faut avoir le courage de le faire, «au déclenchement d'opérations non-stop de démolition des bidonvilles tentaculaires».

Pour brutale qu'elle puisse apparaître, cette mesure si elle venait à être généralisée dans les 69 wilayas est un mal nécessaire pour éradiquer, une fois pour toutes, ce type d'habitat profitable à la mafia.

Dans la négative, si on venait à rester les bras croisés :

- on verra réapparaître spontanément, des bidonvilles dans les sites mêmes où se sont déroulées des opérations de recasement des populations ?

- on continuera à faire face aux indus bénéficiaires, se prétendant sinistrés, et Mohamed Tarek Belaribi, Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, aura beau les éjecter des listes, ils réapparaîtront ailleurs.

Il faut dire aussi que les bidonvilles, outre l'embarras qu'ils suscitent pour les collectivités locales en matière de résidence, de fichier électoral, d'inscription scolaire et les maux sociaux qu'ils induisent, impactent sur :

- le marché informel dont ils fournissent la main d'œuvre et les caches des marchandises prohibées, sans compter le préjudice occasionné au trésor public, estimé à plus de 400 milliards de dinars.

- la contrefaçon dont ils sont un chaînon important.

- les attaques préjudiciables aux réseaux électriques et hydriques.

- le marché de l'emploi, dès lors que les postes de gardiens, agents de sécurité et chauffeurs sont pris d'assaut par les habitants des bidonvilles, ce qui permet à un grand nombre d'entre eux de s'adonner à d'autres activités, non déclarées.

Ceux d'en haut savent, pertinemment, que le logement est un enjeu social, mais aussi politique ; ils doivent donc en user avec prudence et sans démagogie, car il risque de faire éclater la cohésion sociale et partant, réduire à néant les progrès accomplis en matière d'habitat par notre pays qui reste quand même un des rares, voire le seul pays au monde à donner presque gratuitement le logement social et fermer les yeux sur la spéculation qui en découle :

- il est rétrocédé, sans problème et sans scrupule grâce à la mafia et ses réseaux dans l'administration

- il est mis sur le marché locatif, toute

honte bue, au nez et à la barbe de l'OPGI et parfois même avec la complicité passive de certains notaires

- il est inoccupé, aux trois quarts du temps, par ceux-là même qui ont provoqué des émeutes pour en bénéficier.

De ce qui précède, il apparaît plus qu'impérieux de :

1- revoir tous les critères d'accès au logement social

2- revoir la conception architecturale des cités dortoirs dont l'usage révolte les algériens, peuple et président.

3- mettre en œuvre, sans délai, la directive présidentielle préconisant le recours aux cités intégrées, celles qui préservent l'environnement et prennent en compte les équipements d'accompagnement nécessaires à la communauté de vie.

4- diversifier les partenaires étrangers et les mettre en compétition.

5- multiplier les offres pour l'habitat d'urgence (maisons en bois, chalets adaptés).

6- prévoir des stocks d'urgence de ce type d'habitat.

7- prendre en considération le mal-logement qui reste, quoique l'on pense, la partie non immergée de l'iceberg.

8- encourager l'habitat rural.

9- reconsidérer enfin, au plan légal, la question de la cessibilité du logement social, pour en réduire la spéculation.

Ajoutons pour en finir, une recommandation tenant lieu d'avertissement : lorsque l'habitat est de mauvaise qualité et se situe dans un environnement détérioré, il met à mal la politique du « *vivre ensemble* » en impactant négativement sur la santé mentale des habitants ce qui se traduit par des réactions de violence et de rejet de la vie en communauté.

En définitive, toutes ces réflexions sur les bidonvilles n'ont pour objectif que de susciter quelques réactions sur la crise qui en découle et qui promet de perdurer si on continue à laisser faire les choses, en violation de la réglementation !

Au niveau local, la responsabilité des chefs d'aires et autres walis est engagée ; ils ne peuvent plus rester les bras croisés, devant cette mafia dont les chefs agissent à visage découvert, attaquent le foncier, érigent des baraquas, les louent ou les rétrocèdent à 30 ou 40 millions l'unité, en assurant aux locataires l'eau et l'électricité?

Et à terme, cerise sur le gâteau, un logement sans coup férir !

Au niveau central, ceux qui, aujourd'hui, sont aux commandes au ministère de l'intérieur (Said Sayoud) et dans le secteur de l'habitat (Mohamed Tarek Belaribi), savent bien que la situation est économiquement incertaine, car dépendante des hydrocarbures, socialement inquiétante au regard des besoins grandissants des populations et politiquement dangereuse, compte tenu des agitations constatées à nos frontières : en conséquence, ils doivent revoir, de fond en comble, leur politique de relogement, celle qui met en tête de leurs priorités «les bidonvilles» qui n'en finissent pas de renaître de leurs cendres et partant, d'exacerber davantage la crise de logement.

*Ancien Cadre Supérieur de l'Etat

Réduire l'impact de l'allocation touristique en renforçant l'attractivité du tourisme interne

La revalorisation de l'allocation touristique décidée par le gouvernement avait pour but principal de permettre aux citoyens algériens en visite dans un pays étranger de passer un séjour sans difficultés financières et de préserver, ainsi, leur dignité.

Par Brahim LAKHLEF*

Malheureusement, nous constatons que, depuis l'été dernier, des files d'attente interminables de citoyens se formaient à nos frontières pour acquérir l'allocation touristique d'un montant de 750 euros.

C'est un constat qui n'obéit à aucun comportement raisonnable et responsable. Selon des informations fiables, plus de 5000 bus ont traversé les frontières durant les mois de novembre et décembre.

Est-ce que tous ces demandeurs de l'allocation touristique sont de véritables touristes ?

La réalité nous confirme le contraire. Beaucoup de sorties sont des voyages fictifs dont le but principal est de s'emparer du montant de l'allocation et non pas de faire du tourisme. Le produit de cette allocation a été détourné de son objectif initial par des milliers de personnes, plus de 100 000 cas ont été recensés ces derniers mois, aboutissant à une fraude massive aux conséquences graves sur l'économie nationale.

Le nombre de véritables touristes qui souhaitent voyager pour apprendre, découvrir et s'épanouir est infime par rapport au nombre de faux touristes.

Cette situation insolite et coûteuse pousse chaque citoyen à s'interroger sur l'impact de ce comportement sur les équilibres des finances du pays.

Le montant annuel de sortie de devises induit par l'attribution de l'allocation touristique pourrait dépasser deux milliards d'euros. C'est une somme colossale qui permettrait de construire des logements, des écoles, des hôpitaux, ainsi que de rénover et de moderniser les infrastructures routières.

Les récentes implications de quelques agences de voyage et les arrestations de personnes ayant bénéficié de l'allocation et qui souhaitaient retourner au pays de manière irrégulière, sans respecter les délais requis, confirment ce constat et imposent des mesures pour corriger ces abus.

Deux solutions sont possibles et à la portée de l'Algérie, l'une technique et l'autre stratégique.

La solution technique consiste à revoir à la fois le montant de l'allocation touristique et la durée d'éligibilité à son bénéfice.

A court terme, il serait préférable de réduire le montant de l'allocation ou d'élargir la période d'attribution à trois ans, afin de rendre le montant global annuel de l'allocation touristique raisonnable et supportable par les finances du pays.

Ces mesures pourraient permettre de réduire le montant global annuel des allocations touristiques de 40 à 50 %.

Les équilibres financiers de l'économie nationale doivent être la priorité, avant toute autre considération.

La deuxième solution qui vient compléter les mesures techniques est un choix stratégique qui a pour but de développer le tourisme interne en améliorant d'une manière efficace et continue sa compétitivité par des mesures adéquates pour le placer parmi les options touristiques les plus attractives.

Le développement du tourisme interne ou domestique est défini par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) comme suit : « Le tourisme est pratiqué par les habitants d'un pays à l'intérieur de celui-ci ».

Ce type de tourisme est considéré comme « un moteur » de développement économique d'un pays et plus particulièrement au niveau local avec ses retombées économiques variées : investissements, emplois, développement des activités de service, l'amélioration des infrastructures, favorisant un dynamisme économique favorisant le développement du pays.

D'une manière générale, l'importance du tourisme dans une économie n'est plus à démontrer.

Le tourisme mondial représente environ 7 % des exportations totales et 30 % du total des services, contribue à hauteur de 10,3 % au produit intérieur brut (PIB) mondial, considéré comme un pilier essentiel de la croissance dans plusieurs pays émergents. Il joue un rôle essentiel dans le développement économique et culturel.

Les données statistiques concernant les pays les plus attractifs dans le tourisme nous permettront d'apprécier les conséquences posi-

tives de ce secteur sur l'économie d'un pays.

· L'Espagne : plus de 95 millions de touristes, 16 % du PIB (126 milliards d'euros) et 13 % de l'emploi total, soit plus de 3 millions d'employés.

· La Turquie : 4,5 % du PIB (40 milliards d'euros), 61 millions de visiteurs et 775 euros de dépenses par visiteur.

· Grèce : 18 % du PIB et 20 % des emplois du pays.

· L'Algérie : 1,4 % du PIB avec un apport en devises de 330 millions.

· Égypte : 30 millions de visiteurs, 12 % du PIB, 9,5 % du total emploi de 2,5 millions de salariés. Recette : 15 milliards de dollars.

Ces données démontrent l'ampleur des efforts que le pays doit fournir pour faire de ce secteur une source essentielle d'entrée de devises et un moteur de la croissance et du développement.

Aujourd'hui, le tourisme est considéré comme l'un des principaux secteurs économiques mondiaux, se classant au troisième rang en termes d'exportations, après les combustibles et les produits chimiques, et représentant 7 % du commerce mondial en 2019 (OMT, 2019).

L'Algérie possède des potentialités touristiques énormes, malheureusement non valorisées actuellement.

Le secteur touristique pourrait devenir le pilier de l'économie nationale si la stratégie de développement retient le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de cette activité comme priorité essentielle.

Il existe en Algérie plusieurs types de tourisme, notamment le tourisme balnéaire, montagnard, saharien, urbain, historique, culturel, médical avec les stations thermales...

L'Algérie offre des possibilités touristiques toute l'année, c'est un atout très appréciable.

Quatre types de tourisme possèdent une capacité d'attractivité importante, mais peu utilisée : le tourisme saharien, thermal, historique et culturel.

· Le Sahara dispose de plusieurs sites classés mondialement : le Tassili, le Hoggar, le M'Zab et l'Atlas saharien...

· Le tourisme thermal avec un nombre de sources thermales important (plus de 200), dont une trentaine reconnues et aménagées en stations thermales.

· Les sites historiques et culturels : des centaines de sites historiques dont sept inscrits au patrimoine mondial (Tipaza, Timgad, Djemila, la vallée du M'Zab, Tassili, Kalaat Beni-Hamad et la Casbah d'Alger).

Au vu de ces potentialités, il est impératif pour le pays d'accorder une importance capitale au développement de l'activité touristique afin de la hisser au niveau des principaux moteurs de la croissance économique, de la création de l'emploi et du dynamisme de l'activité économique dans son ensemble.

Ces objectifs ne peuvent se concrétiser que si cette activité est compétitive et attractive.

Voyons comment améliorer l'attractivité du tourisme local ? Comment améliorer la compétitivité de ce type de tourisme ?

L'attractivité est définie comme « la capacité d'un territoire à créer des conditions convaincantes pour les acteurs, les incitant à choisir ce territoire pour leurs projets plutôt que d'autres options » (Hatem, 2004).

En plus de ces potentialités intrinsèques, l'activité touristique est valorisée grâce à la qualité de ses infrastructures et de ses services (transports, hébergements, santé, commerces...), sa stratégie **marketing de promotion** pour comprendre les motivations et les comportements des touristes, définir une relation prix-qualité percutante, favoriser la créativité pour attirer les touristes, collaboration avec d'autres acteurs influents du monde touristique, tenir compte de l'importance des réseaux sociaux dans la valorisation du tourisme interne.

Spécifiquement, en Algérie deux conditions fondamentales peuvent déterminer la réussite d'une stratégie de développement de l'activité touristique et améliorer son attractivité : la formation des animateurs des activités touristiques pour renforcer leur professionnalisme et la sensibilisation des citoyens quant à l'importance de cette option pour l'économie du pays ainsi que pour l'amélioration des revenus et du bien-être des Algériens.

*Économiste

Quand l'eau manque et déborde à la fois, repenser nos territoires avant la rupture Sécheresse, inondations, urbanisation : une crise structurelle



Par El Habib Ben Amara*

Et si, face aux sécheresses et aux inondations, l'Algérie repensait l'eau non plus comme une ressource à exploiter ou un danger à contenir, mais comme un capital écologique et économique à sauvegarder et à développer ?

Le pays fait aujourd'hui face à un paradoxe de plus en plus visible : des sécheresses longues et récurrentes, des nappes phréatiques en déclin, et, à l'inverse, des pluies brutales qui provoquent des inondations meurtrières. En quelques heures, des quartiers entiers sont submergés à Alger, Béjaïa, Skikda ou Oran, tandis que quelques semaines plus tard, les restrictions d'eau potable se multiplient. Cette contradiction n'est pas seulement climatique : elle révèle une rupture profonde entre les territoires algériens et leurs cycles naturels de l'eau.

VILLES CÔTIÈRES : IMPERMÉABILISATION ET VULNÉRABILITÉ

Sur le littoral, où se concentre l'essentiel de la population et de l'activité économique, l'urbanisation rapide a profondément transformé les paysages. Les sols ont été scellés par le béton, les oueds canalisés ou enfouis, les plaines inondables occupées. Résultat : l'eau de pluie ne s'infiltre plus, ruisselle violemment vers l'aval, surcharge les réseaux d'assainissement et provoque des crues soudaines. Chaque épisode pluvieux intense agit comme un rappel brutal : nos villes se noient quand il pleut, et s'assèchent quand il fait sec.

Dans le même temps, ces villes dépendent de barrages lointains, de transferts coûteux et, de plus en plus, du dessalement, énergivore et fragile. Une grande partie de l'eau de pluie, pourtant abondante lors des orages, est perdue en mer sans jamais être valorisée.

HAUTS PLATEAUX : ÉROSION, RUISSELLEMENT ET AGRICULTURE SOUS PRESSION

Entre Tell et Sahara, les Hauts Plateaux constituent un espace clé, à la fois fragile et stratégique. Les précipitations y sont irrégulières, souvent violentes, et les sols, dégradés par le surpâturage et l'agriculture extensive, peinent à retenir l'eau. Le ruissellement emporte la terre fertile, alimente l'envasement des barrages et réduit la recharge des nappes.

L'agriculture, grande consommatrice d'eau, y repose encore largement sur des pratiques peu adaptées aux conditions arides. Le pompage excessif des nappes accentue leur déclin, tandis que la productivité reste faible. Sans une transformation profonde des paysages agricoles, les Hauts Plateaux risquent de devenir un simple couloir de ruissellement entre les montagnes et la mer.

SAHARA : FRAGILITÉ DES OASIS ET ILLUSION DE L'ABONDANCE

Plus au sud, le Sahara donne parfois l'illusion d'une abondance hydrique, portée par l'existence de vastes nappes fossiles. Mais cette eau, très faiblement renouvelable à l'échelle humaine, est aujourd'hui exploi-

tée à un rythme qui compromet sa disponibilité future.

Les palmeraies traditionnelles déclinent, les sols se salinisent, et les savoir-faire ancestraux — foggaras, seguias, gestion collective de l'eau — disparaissent progressivement.

Là aussi, les pluies rares mais intenses provoquent des crues soudaines dans les oueds, destructrices pour les infrastructures et les habitations, avant que l'eau ne s'évapore ou ne s'échappe dans le désert sans recharger les sols.

LE PAYSAGE ÉPONGE : UNE STRATÉGIE ADAPTÉE AUX RÉALITÉS ALGÉRIENNES

Face à ces déséquilibres, le concept de paysage éponge offre une lecture cohérente et profondément adaptée au contexte algérien. Il propose de considérer l'ensemble du territoire — des toits d'Alger aux piémonts des Hauts Plateaux, des bassins versants telliens aux oasis sahariennes — comme un système vivant capable de ralentir, stocker, infiltrer et redistribuer l'eau.

En ville, cela signifie des surfaces perméables, des parcs d'infiltration, la récupération systématique des eaux pluviales, la réouverture et la renaturation des oueds urbains. Dans les zones agricoles, cela implique haies, sols couverts, agroforesterie, banquettes, demi-lunes et cordons pierreux, capables de retenir l'eau et de régénérer les sols. Dans le Sahara, il s'agit de réhabiliter les oasis, de protéger les palmeraies, de moderniser sans dénaturer les systèmes traditionnels de gestion de l'eau et de capter chaque pluie, aussi rare soit-elle. Pris ensemble, ces éléments forment un système « respirant », capable de limiter les inondations, de réduire l'érosion, de recharger les nappes peu profondes et de sécuriser des réserves d'eau utiles en période de sécheresse.

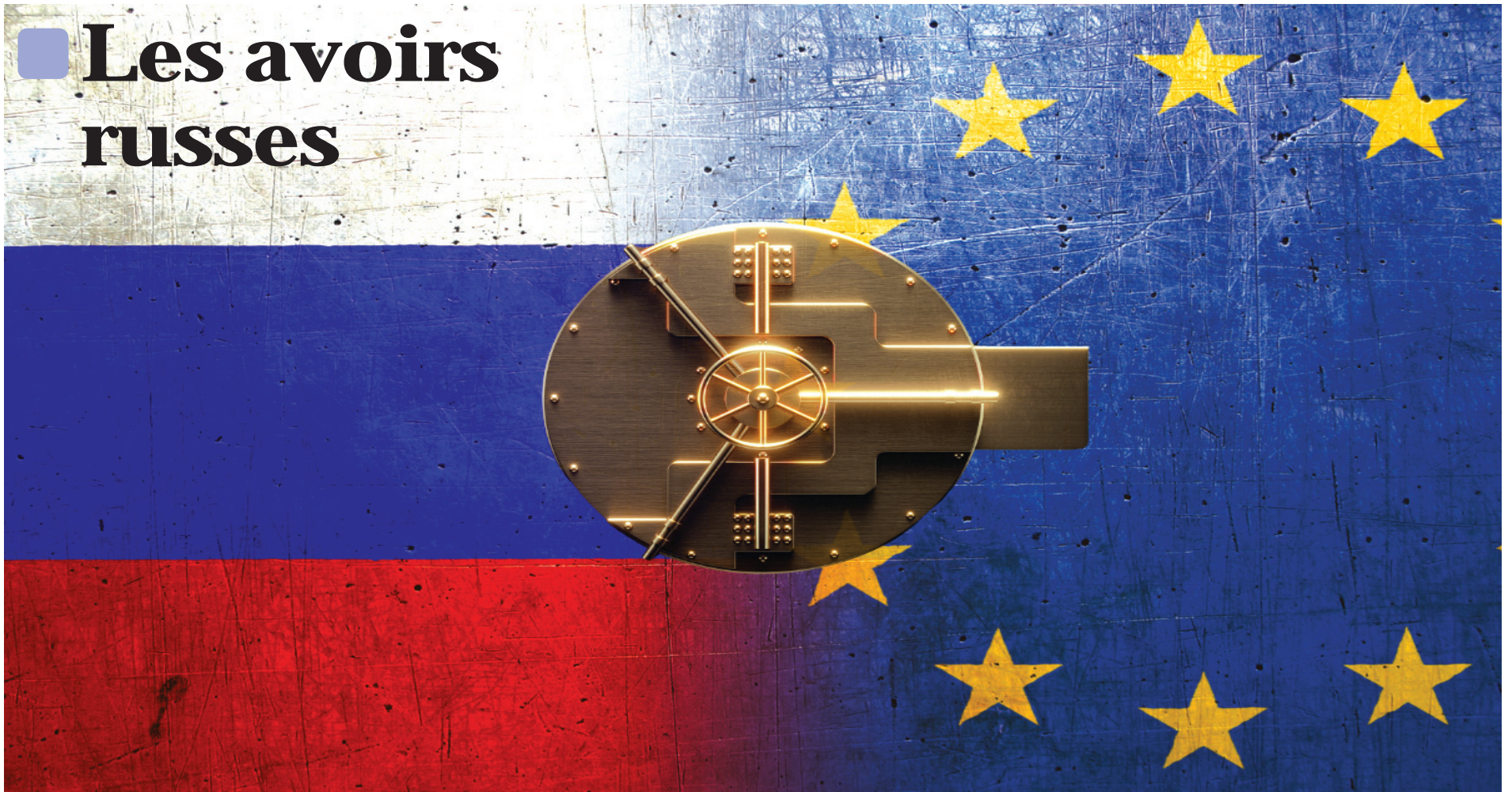
AU-DELÀ DE LA TECHNIQUE : UNE SOLIDARITÉ HYDROLOGIQUE NATIONALE

Le paysage éponge repose sur un principe fondamental : la solidarité territoriale. Ralentir l'eau sur les Hauts Plateaux, c'est réduire les crues sur le littoral. Restaurer les sols agricoles, c'est prolonger la vie des barrages. Protéger les oasis, c'est préserver des équilibres écologiques et sociaux essentiels.

Les bénéfices dépassent largement la seule gestion de l'eau : villes plus fraîches face aux canicules, agriculture plus résiliente, biodiversité restaurée, réduction des dégâts matériels et meilleure adaptation aux chocs climatiques. Alors que le changement climatique accentue les extrêmes hydrologiques en Algérie, la question n'est plus de savoir si cette transition est souhaitable. Elle est devenue urgente. Reste à l'inscrire dans les politiques publiques : urbanisme, agriculture, gestion des oueds, lutte contre la désertification et gouvernance de l'eau. Autrement dit, apprendre à concevoir des territoires qui, au lieu de repousser l'eau ou de l'épuiser, savent enfin la retenir — et construire leur avenir avec elle.

*Architecte urbaniste, vulgarisateur scientifique engagé dans la régénération du cycle de l'eau, et traducteur de *The New Water Paradigm* de Michal Kravčík et al. en français et en arabe.

■ Les avoirs russes



Je ne résiste pas à l'envie de parler de l'affaire des avoirs russes en Europe. L'affaire est, par certains de ses côtés, si cocasse. Elle défraie actuellement la chronique internationale.

Par Djamel Labidi

Elle révèle en même temps le naufrage des dirigeants politiques européens actuels, sur tout ceux des grandes puissances régionales européennes, la France, l'Angleterre, l'Allemagne. C'est en effet amusant d'entendre leur propagande parler en même temps «d'avoirs russes» tout en voulant justifier leur gel ou, leur saisie. Si ce sont des «avoirs» c'est bien qu'ils appartiennent par définition à leurs propriétaires, les russes. C'est donc un vol. Ou alors ce mot n'a plus de sens dans toute langue qui soit. Ultime provocation, la saisie de ces avoirs russes doit servir à financer la guerre contre les Russes. C'est amusant de voir cette mobilisation de centaines d'idéologues, de propagandistes, de politiques, de ministres, qui s'échinent à essayer de justifier ce vol, et de fonder une sorte de droit du vol, comme ils avaient créé un droit d'ingérence. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre.

LES AVOIRS DE L'IRAK, LA LIBYE, LA RUSSIE...À QUI LE TOUR

Ils avaient de la même façon saisi les fonds souverains de l'Irak, de la Libye. Comble de l'arbitraire, ils leur avaient saisi à eux leurs avoirs, parce qu'ils étaient coupables d'être ... des pays agressés. Pour la Russie, c'est «parce qu'elle est un agresseur». Le président Biden, avait, d'un seul trait de plume, saisi, le 11 février 2022, après la débâcle américaine, comme une vengeance, les 7 milliards de dollars des avoirs de l'Afghanistan, pays rendu exsangue par une agression de l'OTAN durant 20 ans. C'est donc une vieille habitude.

Mais là il s'agit de la Russie, et il y a la crainte de représailles. On comprend alors pourquoi ils sont là, comme les bandits qui tournent autour de la banque pour préparer le hold-up et mesurer les risques. Ils avaient déjà confisqué les intérêts de ces avoirs, en

disant qu'ils ne faisaient pas partie du capital. Ne riez pas. C'est exactement ce qu'ils ont dit et ça se passe en Europe, mère du capitalisme.

Les bandits sont tentés. Ils avancent. Ils reculent. C'est, là aussi, cocasse de voir le ballet des dirigeants de l'Europe occidentale, les «volontaires» comme ils s'appellent, pour se donner du courage. Ils n'arrêtent pas d'aller et venir, de s'accueillir réciproquement dans leurs capitales respectives, Berlin, Paris, Londres puis Bruxelles, puis encore à Paris, Londres. Arrivées, bizous et re-bizous pour les dirigeantes femmes, et parfois même pour les hommes, enfin ceux qui apprécient un peu plus de chaleur humaine. On dirait qu'ils ne se quittent plus, on se demande quand ils travaillent, quand ils gouvernent. Ils vivent entre eux, en permanence. Atmosphère propice au délire collectif. L'affaire Epstein avait déjà révélé au monde incrédule combien toutes ces élites étaient conviviales.

Et le délire arrive, d'ailleurs. Brusquement, sans qu'on comprenne quelle mouche l'a piqué, le ministre allemand de la défense Boris Pistorius, prévoit la guerre pour 2028 dans une déclaration faite le 19 novembre 2025. Il faut le faire ! Du jamais vu dans l'histoire humaine. Prévoir une guerre pour dans trois ans. «Madame Soleil» allemande. Une déclaration anticipée de guerre, rendez-vous dans trois ans. Comme on annonce la date des prochains jeux. Le Chancelier allemand, Friedrich Merz, lui, avait été plus précis que son ministre: le 24 février 2025, il avait dit que «c'était minuit moins cinq pour l'Europe». Il avait probablement la montre à la main, la rigueur allemande. En somme, on demande à l'ennemi, en l'occurrence la Russie, d'avoir la courtoisie d'attendre que l'Europe soit prête.

Mais, à propos, ces avoirs russes sont bien la preuve que la Russie n'avait pas l'intention de faire la guerre à l'Europe, qu'elle ne la menaçait pas. Ou alors pourquoi les auraient-ils laissés en Europe? Ils mentent donc encore en parlant de «menace russe».

Le plus extraordinaire, c'est que plus personne, dans le pouvoir politico-médiatique européen ne relève ces absurdités. Le délire est collectif. Il y a des moments où des sociétés toutes entières peuvent tomber dans une sorte d'hallucination collective, et ceux qui, parmi eux, tirent la sonnette d'alarme sont voués aux gémonies. L'Histoire en a connu de ces séquences terribles. Tout cela reflète le danger qui provient de l'état de décomposition de la direction actuelle de l'Europe, et la nécessité évidente de nouvelles élites dirigeantes politiques européennes.

UN HOLD-UP TROP RISQUÉ

Mais l'Europe ressemble à ceux qui jouent aux riches et qui n'ont pas le sou. Les grands airs que prennent les dirigeants ne font qu'accroître leur ridicule. Ce sont des bandits qui veulent faire un hold-up, certes, mais des bandits désargentés. La Russie, Poutine, ont tenu plus longtemps qu'ils le croyaient. Ils lorgnent vers l'argent russe car ils n'ont pas les moyens d'une guerre qui les appauvrisse, et sans les ressources du parrain américain. Ce n'est «hélas» plus la «belle époque». Certains ont donc trouvé le hold-up trop risqué, pas immoral mais trop risqué. Ils ont alors fait les poches à leurs propres peuples. Finalement Zelinsky part de Bruxelles et du Conseil européen, le 19 décembre, avec quand même un chèque de 90 milliards d'euros. Il était venu pour faire une nouvelle fois «la manche». Ce n'est pas un prêt, c'est un don car chacun sait que l'Ukraine ne remboursera jamais. Ils le disent eux-mêmes puisque le prêt, «à taux zéro» est supposé être remboursé «sur les réparations de guerre que paiera la Russie quand elle sera vaincue». Ne riez pas, une nouvelle fois.

En attendant ce jour, les supporters les plus fervents du pouvoir ukrainien, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, apparaissent étrangement complaisants alors qu'ils savent la corruption extrême des amis de Zelinsky. Pour faire ce prêt, les pays européens emprunteront eux-mêmes de l'argent puisqu'ils n'en ont pas. Chacun des pays européens «volontaires» donnera environ dix milliards de la somme, alors qu'ils calculent jusqu'au centime les dépenses sociales pour leurs peuples. La démocratie de façade en prend, elle aussi, un coup puisque ces nouvelles donations n'ont pas été mentionnées aux budgets et discutées par les représentations nationales. La Commission européenne est si pratique pour les opérations discrètes.

LE PRIX DU SANG

Comment appelle-t-on une armée qui est financée par des pays étrangers ? Une armée de mercenaires n'est-ce pas? C'est donc le cas de l'armée ukrainienne. Un général français, le général Michel Yakovlev, commentera de façon cynique sur le plateau de la chaîne d'information LCI, le 21 décembre : «L'Ukraine saigne pour nous, nous lui payons le prix du sang». La vérité toute nue. Où sont les belles paroles sur l'indépendance, la démocratie, les

valeurs occidentales, la morale etc.?

Ce que ne disent pas les dirigeants actuels de l'Europe occidentale et le pouvoir médiatique, c'est que l'Etat ukrainien est en cessation de paiement. Ce financement sert directement à financer ses dépenses, jusqu'au moindre fonctionnaire, et toutes les importations de biens et de services. L'Etat Ukrainien vit de la mendicité. Mais alors pourquoi fait-il la guerre? Ne serait-il pas plus salubre de s'entendre avec son voisin, comme l'Ukraine l'a fait pendant des siècles. Les pays européens veillent entre eux à avoir des rapports de bon voisinage mais cela, ils ne l'ont pas conseillé à l'Ukraine. Pourquoi donc l'Europe et l'Ukraine font-elles la guerre si elles n'en ont pas les moyens? On aboutit, comme diraient les physiciens, à une «singularité», à une absurdité, un peu comme lorsque l'ordinateur signale une erreur de logique, un bug, un paradoxe.

LA FLOTTE FANTÔME

Mais on n'en est pas à une absurdité, à un délire près. Il y a aussi le délire des «bateaux fantômes» après celui des drones fantômes. L'Europe est peuplée de fantômes. Un véritable thriller.

Au large de Saint Nazaire et des côtes françaises, dans les eaux internationales, un pétrolier est arraisonné. Comme d'habitude on n'y trouve rien de ce que décrit l'hystérie médiatique habituelle : pas de drones prêts à l'action, pas de matériel d'espionnage, pas matériel pour saboter les câbles sous-marins etc.. Simplement quelques agents de sécurité qu'on promeut triomphalement au grade d'espions. Commentaires d'un plateau mainstream: «S'il n'y a pas de preuve c'est bien la preuve que ce bateau est professionnel». L'absence de preuves est devenue une preuve. La psychiatrie devrait prendre en main la politique européenne actuelle.

C'est le retour tout simplement à la piraterie. L'argument est que ces bateaux transportent un pétrole russe qui est sous «sanctions». Des sanctions, de quel droit ? Le droit international ? Et c'est dit comme si c'était un droit naturel, qui va de soi.

Les américains aussi arraisonnent des bateaux quand ils ne les coulent pas sans sommation quand il s'agit de bateaux vénézuéliens. Imaginons que la Russie puis la Chine fassent de même. Dans un tel engrenage, la guerre généralisée est certaine.

On voit finalement revenir, chez eux, une idée du fond de l'époque coloniale, celle que c'est l'Occident qui fait la loi sur les mers. C'est dire leur anachronisme. Pendant ce temps, la Chine prend le large.



Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

(LANGUE FRANÇAISE. Fiches de lecture complètes in www.almanach-dz.com/bibliothèque dalmanach ou in archives « Le Quotidien d'Oran », rubrique « Médiafic », tous les jeudis)

1re partie

1/ HISTOIRE, MÉMOIRE ET COLONISATION.

Essai de Hosni Kitouni, Chihab Editions, Alger 2025, 221 pages, 1.200 dinars



On le connaissait infatigable chercheur de références historiques ayant trait à la période coloniale. C'est pour cela que la dernière œuvre de l'auteur n'étonne pas. S'appuyant sur des sources historiques souvent méconnues (cachées dans des archives presque interdites à la consultation ou délibérément ignorées par les historiens d'outre-Méditerranée), l'auteur s'en est allé à nous faire découvrir les pratiques concrètes du colonisateur au fur et à mesure de la « conquête », avec son cortège de violences inouïes... En historien rigoureux, il examine de manière critique et avec minutie, parmi tous les multiples « massacres en vase clos ».

L'Auteur : Etudes en économie (Paris VIII Vincennes), enseignant durant quelques années avant de rejoindre la Télévision algérienne où il écrit et réalise des émissions culturelles et de nombreux documentaires historiques et sur le patrimoine, chercheur associé à l'Université d'Exeter en Angleterre entre 2018 et 2021. Chercheur indépendant en Histoire du fait colonial. Déjà auteur d'une monographie sur « la Kabylie orientale dans l'histoire » (2013) et d'un essai sur le « Désordre colonial » et de plusieurs études consacrées à la violence et aux changements induits par les dépossession massives au cours du XIX^{ème} siècle

Avis Passionnant ! Intéressant sur le plan méthodologique avec une autre façon méticuleuse d'analyser et d'écrire l'histoire de la colonisation. A lire absolument et ne pas se décourager face au style assez académique et émouvant mais très pédagogique.

2/ AMIN. UNE FICTION ALGÉRIENNE.

Roman de Samir Toumi. Editions Barzakh, Alger 2024, 247 pages, 1.000 dinars.



Un écrivain à succès, ça n'attire pas forcément les amitiés désintéressées et c'est ce qui est arrivé à Djamel B. dans une société totalement soumise (sic !) aux pouvoirs d'un groupe d'oligarques mafieux. Écrivain à succès ? C'est du moins ce que pensent de lui ceux qui font tout, pour exploiter à leur avantage, ses « qualités ». Pour sa part, sa réussite est simplement le résultat d'un concours de circonstances favorables à l'émergence, dans une société locale habituellement peu disposée à l'endroit du livre en particulier et de l'écrit en général, et, dans une société étrangère, à l'affût, d'outils de pénétration. Donc, en panne d'inspiration, notre homme est contacté par Amine, un bonhomme énigmatique, sorte d'intermédiaire en tout et rien, « samsar » vivant entre les eaux claires et/ou polluées de la vie politique, économique et financière du pays, mais extraordinaire personnage de roman, sur fond d'oligarchie mafieuse et de gouvernance malsaine.

L'Auteur : Né le 7 juin 1968 à Bologhine, vit et travaille à Alger où il dirige une entreprise de conseil. Déjà auteur de deux romans, « Alger, le cri » en 2013 et « L'Effacement » en 2016, ce dernier ayant été

adapté au cinéma par Karim Moussaoui. Image de couverture de Azeddine Krim (« It Kills », 2024).

Avis Il n'y a que les bons écrivains qui arrivent à transmettre -clairement- au grand public (celui qui lit) une réalité pourtant évidente, grâce à de la fiction. Des choses que l'on « savait » mais qui sont, dans ce livre, bien décrites et toutes dites. Pour bien savoir, il s'agit seulement de le lire. « Amin », pas si fiction que ça !

3/ RAI, OH ! MA DÉRAISON. UNE HISTOIRE ALGÉRIENNE.

Essai de Mohammed Kali. Chihab Editions, Alger 2024, 174 pages, 1.000 dinars.



Le 1^{er} décembre 2022, à Rabat même, au pays qui avait revendiqué la marocanité du Rai, ce dernier est reconnu par l'Unesco à la fois authentiquement algérien et patrimoine immatériel de l'humanité. Un genre « qui a franchi toutes les barrières géo-ethniques, et y compris fécondé la World Music, sans entraîner aucun conflit sérieux d'ordre culturel, mais seulement quelques débats qui firent craquer la vieille crispation, la vieille digue face à la poussée irréfutable du réel, débats annonciateurs d'autres irrptions » (Marie Virolle, citée, p 47). Et pourtant, ce n'était là qu'une bataille de gagnée pour un genre musical (qui, après avoir été l'objet d'un musicide avorté, est certifié politiquement correct en 1980 seulement) à l'écho planétaire.

L'Auteur : Journaliste professionnel depuis plus de trente ans, spécialiste en critique théâtrale et cinématographique. Plusieurs études, articles et ouvrages.

Avis Enfin, un ouvrage à la portée du commun des lecteurs -bien sûr, intéressé par le patrimoine immatériel national et la musique Rai- qui détaille, de manière lisible (presque !) l'histoire mouvementée d'un art au succès planétaire et durable, ce qui n'a pas plu à tout le monde.

4/ ALGÉRIENNES DE MÈRE EN FILLE.

Roman de Hind Soyer. Casbah Editions, Alger 2024, 236 pages, 1.300 dinars.



Elle est née à (Colomb-) Béchar, alors coupée en deux (une « moitié d'un blase emporté dans leurs valises par les colons déchus en 1962 ») aux portes du désert algérien, d'un père qui a vite abandonné la maman et l'enfant. Heureusement, il y a, plus de 827 km plus loin, Alger où habitent au Centre-ville, dans un bel et grand appartement, des arrières grands-parents déjà très âgés qui vont l'élever et la chouchouter. Elle découvre, peu à peu, (et c'est ce qu'elle nous raconte) le déroulement de la vie de la famille... : ses origines, la solidarité, les carrières, les heurs et malheurs, l'école, la réappropriation de la langue, les études et surtout la guerre de libération nationale avec ses femmes -courage de la Bataille d'Alger dont des parents, les Lakhdari (surtout les iconiques Samia et sa maman), les Hassani et les Boutaleb. Une lignée qui remonte à l'Emir Abdelkader. En fait, nous avons là l'Histoire de l'Algérie contemporaine racontée aux descendants de manière en apparence anecdotique, à travers des moments et des événements clés, mais très instructifs et facilement retenus.

L'Auteure : Née à Béchar. Ayant grandi entre l'Algérie, la France et le Brésil. D'abord

ingénieure agronome puis professeur des écoles (en France). Quatre enfants. Déjà auteure d'un roman (« Née Enfant du Diable », en 2021) et d'un recueil de nouvelles (« Les Intraitables », en 2023)

Avis Une belle et bonne écriture de l'histoire contemporaine du pays si originale et si attractive pour ne pas dire succulente !, malgré quelques (rares) jugements à l'emporte-pièce de certains moments. Une manie -pardonnable- de bien de nos écrivains « exilés » qui émettent des critiques politiques en veux-tu, en voilà. Heureusement, un certain humour fait passer les pilules. A lire absolument.

5/ Jubilé de diamant. 60^{ème} anniversaire de la création du quotidien El Moudjahid.

Volume 1. Numéro hors-série. El Moudjahid, Alger juin 2025, 130 pages.



A travers le gros lot de « papiers », on a presque toute l'histoire de la presse nationale et du journalisme algérien, tout particulièrement à partir du 22 juin 1965, date de création officielle et publique du journal, une création décidée bien avant le 19 juin (note : La fusion Le Peuple -Alger République, avec pour titre El Moudjahid, a été annoncée déjà le 6 juin 1965 par H. Zahouane, alors président de la Commission Orientation du Bp du Fln). Il faut, bien sûr ne pas trop confondre avec El Moudjahid-Historique, lequel, créé en 1956 par le Fln, d'abord en français, au plus fort de la Guerre de libération nationale, dirigé par Redha Malek, s'était arrêté juste après l'indépendance (juillet 1964 ?) après quelques numéros tirés à Tunis et à Constantine et seul l'hebdo en langue arabe avait continué de paraître en tant qu'organe central du parti du Fln, cessant de paraître en 2016. Une histoire extraordinaire racontée du dedans.

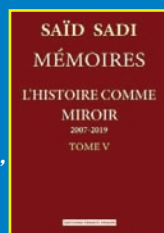
Avis Diffusion limitée et gratuite. Dommage ! Du très beau travail. Il faut seulement espérer voir les autres organes de presse (publics et privés, lourds et légers) suivre l'exemple et adopter cette démarche instructive de la mémoire et du souvenir.

Documents à signaler : Le « papier », p 11 à 16, d'un directeur emblématique du journal (1971-1980 puis 1983-1990), en l'occurrence Nourredine Naït Mazi (publié le 11 septembre 1997, l'occasion du n°10.000) qui raconte « la naissance du quotidien national, une gestation momentanée pour un accouchement prématuré ».

Il y a, aussi, le récit du premier directeur général du journal, Rafik-Bey Bensaci qui raconte (El Moudjahid du lundi 23 juin 2025, p 6) les circonstances de sa désignation « inattendue », par feu Houari Boumediène et Bachir Boumazza, ce dernier, alors ministre de l'Information et de la Culture, après le « Réajustement révolutionnaire », ou « coup d'Etat », c'est selon, du 19 juin 1965.

6/ Mémoires. L'Histoire comme miroir. 2007-2019. Tome V.

Récit de Saïd Sadi. Editions Frantz Fanon, Boumerdes 2025. 395 pages, 2.500 dinars.



78 ans en juillet 2025. Et, 23 années de responsabilité partisane (jusqu'au 9 février 2018, lors du 5^{ème} Congrès du parti) et bien

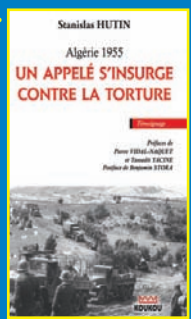
plus en activités politiques. Une retraite qui, en réalité, n'en est pas une. Et, pour les mordus de la vie politique nationale, un cinquième (et dernier ?) tome de ses mémoires. Couvrant la période allant de 2007 à 2019. Ce cinquième tome n'est pas très différent de ceux qui l'ont précédé : un gros pavé. Heureusement, on est saisi, dès l'entame, par un récit facile à lire.

L'Auteur : Né le 26 août 1947. Médecin psychiatre. Plusieurs fois emprisonné pour son militantisme pour la langue et la culture berbères, les Droits de l'Homme et les libertés démocratiques. Fondateur, en février 1989, du RCD dont il sera président jusqu'à mars 2012. Il a été, aussi, député (Apn) et candidat à une élection présidentielle. Auteur de plusieurs ouvrages.

Avis Encore un pavé (le dernier ?) fourmillant d'informations sur la vie politique contemporaine -perturbée- du pays. Un peu trop de détails éloignant de l'essentiel. Peut-être ? Mais nécessaire. Se lit d'un trait. Prix de vente élevé et ne pas tenir compte des élans-légitimes -d'auto-satisfaction et de l'obsession sécuritaire.

7/ Algérie 1955. Un appel s'insurge contre la torture.

Témoignage de Stanislas Hutin. Koukou Editions, Alger 2025, 143 pages, 1.000 dinars.



Côté français, il faut le dire et le répéter, jusqu'à un certain moment pas très lointain, on n'a jamais parlé de « Guerre d'Algérie », mais seulement d'« Évènement ». De ce fait, dans toute l'écriture de l'Histoire, on s'est contenté de la Grande Histoire, « celle qui fait fi du détail, de l'individu isolé, des sentiments inavoués, des blessures intérieures, des larmes retenues, des deuils impossibles ». Et, malheur à celui qui sortait des rangs de cette pédagogie détournée, se retrouvant boycotté, ignoré, cloué au pilori échappant de peu à la guillotine médiatique et/ou académique.

Tout cela n'a que mieux mis en exergue le travail de résistance de chercheurs qui ont osé aller encore plus loin, encore plus vrai. Tout en sachant que le travail sera rendu difficile en raison d'un certain silence, des acteurs vrais, comme les soldats français, appelés ou volontaires. Quant aux politiques, mieux vaut ne pas en parler.

Puis, tout d'un coup, grâce à mon avis, à la montée au créneau, en France même, des résistants algériens, ce fut le grand déclin.

L'Auteur : Né à Rennes (France) en 1930. Père, fondateur et directeur du journal « Ouest-France », député Mrp démissionnaire du Morbihan. Séminariste chez les jésuites, passé par Madagascar colonisée, il fait partie des « appelés maintenus » (sous l'uniforme militaire de l'armée coloniale) de l'automne 1955 et envoyés en Algérie. Il dénonce, déjà à partir de 1957, la torture pratiquée dans une brochure « Des appels témoignent ». Depuis 2004, Stanislas Hutin milite dans l'association 4ACG (Anciens appelés en Algérie contre la guerre et leurs amis), et il intervient dans les lycées et collèges pour témoigner.

Avis Enfin, un (autre) livre -écrit dans un langage simple, sans fard, ni artifice - qui raconte de l'intérieur de l'armée coloniale, les comportements horribles, inhumains (torture, viols, rapines, razzias, exécutions sommaires...). Toute la panoplie de la répression-extinction. Une lecture difficilement supportable. Un livre écrit par un militaire français qui n'a pu supporter de telles injustices. A lire absolument mais ne pas laisser entre les mains des enfants et des âmes sensibles.

A suivre...

Pour spéculation sur l'huile Un grossiste condamné à 12 ans de prison ferme

J. Boukraa

Le tribunal d'El Othmania, dans la wilaya d'Oran, a prononcé avant-hier une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende de 300 millions de centimes à l'encontre d'un commerçant de gros poursuivi pour spéculation illicite sur l'huile alimentaire, conformément aux dispositions de la loi n°21-15 relative à la lutte contre la spéculation illicite. La juridiction a également ordonné la confiscation de la totalité de la quantité d'huile saisie et sa remise à l'utilité publique. Selon le président-directeur général de la Fondation nationale de protection des consommateurs, M. Hadj Ali Abdelhakim, les faits trouvent leur origine dans des informations reçues par la direction générale de la fondation faisant état de pratiques illégales exercées par un grossiste en

produits alimentaires, établi à la délégation communale d'El-Mokrani. Ce dernier procédait au stockage de quantités importantes d'huile dans un entrepôt, sans les mettre en vente au niveau de son local commercial, une pratique ayant pour effet de provoquer une pénurie sur le marché. Le président de la fondation a précisé que ce type de comportement constitue une forme caractérisée de spéculation non licite, telle que définie par la législation en vigueur, dès lors qu'il vise à perturber l'approvisionnement du marché et à porter atteinte aux intérêts du consommateur.

Toujours selon le même responsable, la situation a été immédiatement signalée aux autorités compétentes, ce qui a donné lieu à une coordination opérationnelle entre les agents de la Fondation nationale de protection du consommateur et les servi-

ces de la Sûreté de wilaya d'Oran, notamment la brigade financière et économique relevant de la police judiciaire. Cette intervention conjointe a permis la saisie de l'ensemble des quantités d'huile stockées, estimées à 1.600 unités. Le président-directeur général a indiqué que la fondation s'est constituée partie civile dans cette affaire, soulignant que cette démarche s'inscrit dans le cadre de ses missions visant à défendre les droits du consommateur, à préserver l'équilibre du marché et à lutter contre toute forme de pratiques spéculatives. À travers cette affaire, la Fondation nationale de protection du consommateur rappelle que la lutte contre la spéculation illicite demeure une priorité, et que toute atteinte à la régularité de l'approvisionnement du marché fera l'objet de signalement et de poursuites judiciaires, dans le respect strict du cadre légal.

Utilisation du nouveau système de gestion des appels de secours

La protection civile lance une session de formation



J. Boukraa

Dans le cadre du programme de formation arrêté par la Direction générale de la Protection civile, relatif à la promotion et au développement des communications opérationnelles, la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran a abrité mardi une session de formation spécialisée consacrée à l'utilisation du nouveau système de gestion des appels de secours.

Cette formation, qui s'est déroulée sur deux journées consécutives, a été encadrée par des formateurs spécialisés disposant d'une expertise avérée dans le domaine des systèmes de communication opération-

nelle. Elle a réuni des cadres et agents issus des Directions de la Protection civile des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays, témoignant ainsi de l'importance stratégique accordée à cette initiative de modernisation. Le programme de la session a alterné entre des volets théoriques et pratiques, permettant aux participants d'acquérir des connaissances actualisées et de renforcer leurs compétences techniques. Un accent particulier a été mis sur la maîtrise du nouveau système de traitement des appels de détresse, conçu pour optimiser la gestion, la réception et l'enregistrement des appels de secours.

Grâce à cet outil moderne, les opé-

rateurs sont désormais en mesure d'assurer une meilleure organisation du travail des agents chargés de la réception des appels, tout en garantissant une transmission rapide et précise des informations. Cette amélioration contribue directement à la fluidité des interventions, à la coordination efficace des équipes de secours et à l'orientation optimale des moyens d'intervention. À travers cette formation, la Protection civile réaffirme son engagement à moderniser ses dispositifs opérationnels et à investir dans le développement des compétences humaines, dans l'objectif ultime d'améliorer la qualité du service rendu au citoyen et de renforcer l'efficacité des interventions de secours.

Oran et Misserghine

3 dealers arrêtés et plus de 6.000 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Les éléments de la brigade de lutte antistupéfiants de la sûreté d'Oran sont parvenus à mettre la main sur deux individus pour détention et commercialisation de stupéfiants. Une quantité de 5.700 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg a été saisie à la suite d'investigations approfondies. En effet, l'enquête a été ouverte après des informations parvenues aux policiers indiquant que deux individus utilisaient leurs domiciles pour stoc-

ker et écouler le produit prohibé. Un plan minutieux est mis en place et une perquisition est ordonnée par le tribunal d'Oran laquelle a donné lieu à la saisie de 5.700 comprimés psychotropes et l'arrestation de deux dealers. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt. D'autre part, une quantité de 900 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg ont été saisis par les services de la sûreté urbaine 13.000 logements AADL de Misserghine et un dealer a été arrêté. L'exploitation des in-

formations concernant un individu qui commercialise le produit prohibé à bord de son véhicule a permis aux enquêteurs d'ouvrir une enquête. Les recherches effectuées ont donné lieu à son identification de sorte que le dispositif mis en place a permis de l'arrêter à bord de sa voiture.

Celle-ci a fait l'objet d'une fouille minutieuse et 900 comprimés psychotropes ont été découverts dissimulés sous le siège du conducteur. Une fois les procédures judiciaires ficelées, il a été présenté devant le tribunal d'Es-Sénia et a été placé sous mandat de dépôt.

Au total, trois individus ont été arrêtés et 6.600 comprimés psychotropes ont été saisis.

En présence d'un public nombreux Clôture du 22^e Festival national de la musique moderne

La 22^e édition du Festival national de la musique moderne pour la jeunesse s'est clôturée mardi soir à Oran, en présence d'un public nombreux composé d'amateurs de musique moderne et de familles venues encourager les jeunes talents.

La cérémonie de clôture de cet événement s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de la Jeunesse, Dahmane Adhimi, représentant le ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, ainsi que du secrétaire général de la wilaya d'Oran, Fodil El Aïdani, des délégations participantes, de cadres des institutions de jeunesse et de représentants d'associations œuvrant dans les domaines de la jeunesse et de l'art, ainsi que de spécialistes de la musique.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le secrétaire général du ministère de la Jeunesse a déclaré que «cet événement a constitué un espace de créativité, une tribune pour la voix des jeunes et un pont reliant l'art à l'ambition, ainsi qu'un vaste espace pour les énergies juvéniles qui nous ont impres-

sionnés par leurs réalisations».

M. Adhimi a souligné : «Nous espérons que ce festival demeurera un rendez-vous annuel accueillant les jeunes talents et soutenant la musique moderne sous toutes ses formes». La 22^e édition du Festival national de la musique moderne pour la jeunesse, marquée par une forte compétition entre dix groupes musicaux, s'est conclue par la remise des prix aux lauréats. Le premier prix a été remporté par le groupe «Itheran» de la wilaya de Tizi Ouzou, tandis que la deuxième place est revenue au groupe «Firouz Bad» de la wilaya d'Oran. La troisième place a été attribuée au groupe «Azagar» de la wilaya d'Illizi, en plus de la remise de trophées et d'attestation de participation à l'ensemble des groupes ayant pris part à cet événement artistique.

La cérémonie de clôture de cette édition, placée sous le slogan «La jeunesse d'aujourd'hui, l'avenir de demain», a été marquée par des prestations musicales issues du patrimoine algérien interprétées par le groupe «Labiodh Sidi Cheikh», ainsi que par d'autres morceaux du répertoire oranais.

Conséquences des premières précipitations

Des routes inondées, des avaloirs obstrués et une circulation au ralenti...

D. B.

Les précipitations, attendues avec impatience par les Oranais, révèlent malheureusement à chaque fois que les promesses des autorités locales de régler définitivement le problème des inondations intra-muros n'ont pas été tenues. Les milliards de cts de subventions consacrés annuellement pour l'embellissement et la réhabilitation de la voirie sont emportés en l'espace de quelques minutes par les crues. Des zones entières à l'intérieur du tissu urbain à Oran se transforment en un vrai bourbier en raison de la défaillance du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la ville et de sa périphérie. Une bonne partie des regards et des canalisations d'évacuation des eaux pluviales demeure obstruée causant ainsi de nombreux affaissement sur les trottoirs et la chaussée. En l'absence d'un réseau performant pour l'évacuation des eaux pluviales, les routes de la ville et de sa périphérie demeurent vulnérables face à la pluie. Même les routes nouvellement réfectionnées n'échappent pas au rouleau compresseur des inondations. Il a suffi de quelques gouttes de pluie pour mettre à nu les tares des travaux menés par les collectivités locales pour la réhabilitation du réseau d'évacuation des eaux pluviales à Hai Es-Sabah. Ronds-points et trémies inondés, routes coupées et impraticables, torrents de boue, etc., tel est le lot quotidien des Oranais durant presque toute la matinée d'hier. Même constat, mêmes conséquences, même paysage, ce jour-là, la ville offrait le visage d'une cité pres-

que «sinistrée». A quelques exceptions près, toutes les artères et les ronds-points de la ville ont été inondés, créant parfois des bouchons monstres. Les fortes précipitations qui se sont abattues sur Oran ont, une fois encore, mis à nu les carences en matière d'entretien des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et de la voirie. Pourtant il s'agit là d'un scénario à répétition sur lequel les services concernés pouvaient anticiper bien avant les premières précipitations. Pire encore, la situation semble s'aggraver au fil des ans. Dans la matinée d'hier, plusieurs axes étaient bloqués par les eaux, et c'est presque pare-choc contre pare-choc que les véhicules circulaient. C'est le cas près de la nouvelle gare routière El Bahia, au niveau du 2^{ème} périphérique, sur l'axe reliant l'Enset à Es-Sénia, celui reliant le rond-point de la Glacière à Aïn El Beida, le Bd Chakib Arselane, le rond-point de Hai Essabah, au niveau des ronds-points Usto, El Hassi, etc. Sous le pont menant vers Aïn El Beida, la quantité importante d'eaux stagnantes a créé un véritable goulot d'étranglement et le passage des véhicules se faisait au compte-goutte. Dans certains endroits, il aura fallu l'intervention des services de police pour réguler la circulation. En plusieurs endroits de la ville, les services chargés de l'assainissement s'affairaient avec leurs moyens «rudimentaires» pour évacuer les eaux. Outre les eaux stagnantes, les automobilistes devaient aussi faire face à l'épineux problème des nids de poule et des trous béants, suite à la dégradation de la voirie.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 rajab 1447

El Fedjr 06h26	Dohr 12h48	Assar 15h20	Maghreb 17h41	Icha 19h06
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Béchar

Mine de Gara Djebilet :
visite d'une délégation ministérielle

Une importante délégation ministérielle a effectué, mardi, une visite de travail à Béchar, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs liés au grand évènement marquant le lancement de l'exploitation du minerai de fer de Gara Djebilet, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Cette délégation est composée du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, ainsi que de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi.

La délégation comprend également le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui, le directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Boualem Bourelaf, entre autres.

Lors de la visite, la délégation ministérielle, accompagnée des autorités locales, a inspecté plusieurs sites



du tronçon de cette ligne ferroviaire traversant le chef-lieu de la wilaya.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la préparation du grand évènement marquant l'inauguration officielle de ce mégaprojet ferroviaire stratégique, destiné à la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet.

Lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constanti-

ne, fin novembre, le président de la République avait affirmé qu'il se rendra dans la wilaya de Béchar "pour présider une cérémonie historique à l'occasion de l'arrivée du fer extrait de la mine de Gara Djebilet dans la wilaya de Béchar via la ligne ferroviaire minière Tindouf-Béchar, et ce pour la première fois depuis l'indépendance".

Béchar, Béni Abbès

Le programme AADL 3 en chantier

Les travaux de réalisation d'un programme global de 860 logements relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL 3) ont été lancés dans les wilayas de Béchar et de Béni Abbès, a-t-on appris mercredi auprès des services concernés.

A Béchar, le lancement officiel du chantier de construction de 790 logements a été donné par le Secrétaire général de la wilaya, Benyoucef Rachid, sur le site de la nouvelle zone urbaine de Taghaliine, située au sud-

ouest du chef-lieu de la wilaya.

La cérémonie s'est déroulée en présence des responsables locaux du secteur de l'habitat ainsi que des différents services techniques chargés du suivi de ce projet.

De son côté, le wali de Beni Abbès, Ali Moulay, a procédé au lancement des travaux de réalisation de 70 logements similaires au chef-lieu de la wilaya.

A cette occasion, le chef de l'exécutif local a insisté auprès des entreprises chargées de la réalisation du

projet sur le respect des délais contractuels, des normes de qualité en vigueur et sur la stricte conformité aux spécifications techniques.

Le lancement des chantiers de ce programme d'habitat, dont bénéficient les deux wilayas du Sud-Ouest, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la généralisation du programme AADL 3 à l'ensemble des wilayas du pays, selon les mêmes sources.

Béchar

Plus de 175 kg de kif saisis

Les services de la Sûreté nationale de la wilaya de Béchar ont procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement d'un réseau criminel organisé activant dans le trafic de drogue, et à la saisie de plus de 1,75 quintal de kif traité en provenance du Maroc, selon un communiqué des mêmes services.

"Les éléments du service de wilaya de la Police judiciaire de la Sûreté de Béchar ont procédé, au cours de la semaine dernière, au démantèlement d'un réseau criminel organisé

actif dans le trafic de drogue et à l'arrestation de 3 de ses membres, avec la saisie de plus de 175 kg de kif traité provenant du Maroc", précise la même source.

"Cette opération, menée par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de la wilaya, s'est soldée par la saisie d'une première cargaison de kif traité pesant 50,80 kg, dissimulée dans une cache aménagée dans un compartiment d'un véhicule touristique au niveau de l'entrée nord de la ville de

Béchar". "Des investigations élargies ont permis de découvrir une autre quantité de ces poisons, estimée à 1,25 quintal, planquée dans une ferme exploitée par le réseau criminel organisé". L'opération, menée sous la supervision du parquet compétent, a permis la récupération de trois véhicules de différents types, utilisés pour le transport des stupéfiants.

Les mis en cause ont été "présentés devant le procureur de la République près le Pôle pénal spécialisé d'Oran", conclut le communiqué.

Saïda

Un nouveau centre
pour les maladies rénales

Les travaux de réalisation d'un nouveau centre spécialisé dans les maladies rénales et la dialyse ont été lancés dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des équipements publics.

Selon la même source, ce nouvel établissement de santé, dont les travaux ont débuté au cours de la semaine en cours, est implanté dans la commune de Sidi Boubekeur sur une superficie totale de 1.500 mètres carrés.

La structure comprendra une unité dédiée aux maladies rénales et à la dialyse, une unité de dialyse péritonéale, ainsi qu'un laboratoire d'analyses. Le délai de réalisation du projet a été fixé à 12 mois, souligne-t-on.

Une fois achevé, le centre sera doté d'équipements modernes de dialyse, en plus de l'ensemble des moyens médicaux et des équipements de la-

boratoire nécessaires, afin d'assurer une prise en charge optimale des patients souffrant d'insuffisance rénale.

Par ailleurs, le secteur de la santé dans la wilaya de Saïda sera renforcé, dès le début de l'année prochaine, par un autre centre spécialisé dans les maladies rénales et la dialyse, dont les travaux sont déjà achevés et qui se trouve actuellement en phase d'équipement par la Direction de la santé et de la population de la wilaya, a-t-on encore informé.

A rappeler que durant les cinq dernières années, le secteur a bénéficié du renforcement du service de dialyse et des maladies rénales de l'hôpital Ahmed-Meddegheri de Saïda, ainsi que de l'ouverture de deux cliniques spécialisées dans le même domaine dans les communes de Saïda et de Sidi Ameur, dans le cadre de l'investissement privé.

Plus de 50 tonnes
de déchets collectées

Plus de 50 tonnes de déchets inertes et ménagers ont été ramassées à travers les différents quartiers de la ville de Saïda, depuis le début du mois de décembre en cours à ce jour, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Direction de l'Environnement de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne de nettoyage de l'environnement, lancée par les autorités de wilaya visant à préserver l'environnement et à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Elle a concerné plusieurs quartiers et artères du chef-lieu de wilaya, notamment les quartiers Daoudi Moussa, Commandant Medjdoub et Boukhors, indique-t-on.

La campagne se poursuivra jusqu'à l'élimination définitive de tous les points noirs recensés dans la ville, avec la mobilisation de tous les moyens matériels et

humains nécessaires, et la participation de différentes institutions et organismes publics.

Cette initiative, placée sous le slogan "La propreté est l'affaire de tous", vise à améliorer la propreté de l'environnement, à restaurer l'aspect esthétique de la ville de Saïda, ainsi qu'à renforcer l'action de proximité et à ancrer la culture de la protection de l'environnement chez les citoyens.

Par ailleurs, le champ d'action de la campagne a été élargi, le week-end dernier, pour englober l'ensemble des communes de la wilaya, avec la participation des communes, des associations de la société civile et des citoyens.

A cette occasion, la direction de l'Environnement a appelé tous les citoyens à contribuer activement et à s'impliquer positivement dans cette démarche écologique visant à préserver la propreté des lieux.

Tlemcen

Place à la musique Hawzi

La 14e édition du Festival national culturel de la musique Hawzi se tient à partir de ce jeudi et jusqu'au 30 décembre au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen, selon son commissaire, Amine Boudafla.

Cette édition, organisée sous le slogan "Le Hawzi, patrimoine, gloire et savoir-faire des ancêtres", réunira environ 250 participants, entre musiciens et chanteurs, issus de 15 écoles musicales nationales spécialisées dans ce genre, provenant notamment des wilayas de Béjaïa, Mostaganem, Oran, Sidi Bel-Abbès et d'autres, selon la même source.

Le programme du Festival comprend l'organisation de soirées artistiques animées par des artistes et des associations musicales spécialisées dans le genre Hawzi et autres dérivées de la musique andalouse, tels que Leïla Borsali, Dounia El Djazaïria, Toufik Aoun et Nouri Koufi, qui animera la soirée de clôture, a-t-on ajouté. Des ateliers de formation destinés aux jeunes sont également prévus, portant sur les nouvelles techniques de jeu des différents instruments de musique, sur la Kouitra, ainsi que sur la no-

tation musicale (solfège).

Le programme inclut aussi des conférences et des rencontres scientifiques, en plus d'une exposition d'instruments de musique traditionnelle, de costumes traditionnels, d'objets d'artisanat et de produits de la fabrication traditionnelle liés au patrimoine artistique de la musique Hawzi, a ajouté le commissaire du Festival.

M. Boudafla a souligné que cette édition revêtira une importance particulière, car elle sera consacrée à la formation, considérée comme le pilier fondamental garantissant la pérennité de la musique Hawzi et la préservation de ses spécificités artistiques et esthétiques. Cela se fera à travers la transmission des savoirs et des techniques des enseignants et spécialistes aux générations montantes, accompagnée d'encadrement académique. Le Festival vise à valoriser la musique Hawzi en tant que composante authentique de l'identité culturelle nationale, à renforcer son rayonnement et à consacrer la place de Tlemcen comme pôle national d'accueil des manifestations culturelles à caractère patrimonial et artistique, a-t-on indiqué.

Publicité



ALGERIE TELECOM
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS AIN SALAH
SOUS-DIRECTION FONCTIONS SUPPORT
DEPARTEMENT ACHTS ET LOGISTIQUE

AVIS D'ANNULATION

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Ain Salah informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°AT/DOT53/SDFS/DAL/03/2025 portant sur « REALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DE CABLES A FIBRE OPTIQUE »

LOT N°01 : Travaux réalisation infrastructures d'accueil pose et raccordement de câble FO Ain Salah –PK100 vers El Golea

LOT N°02 : Travaux réalisation infrastructures d'accueil pose et raccordement de câbles FO Fougaret Ezzoua – Ain Kahla

Que ce dernier est déclaré annulé

ANEP N° 2516040558 Le Quotidien d'Oran 25/12/2025

Mascara

Près de deux
tonnes de
marchandise
avariée saisies

Les inspections des différents commerces se multiplient. Ainsi, des opérations viennent d'être menées dans les marchés des localités de Mohammadia, Tizi, Tighennif, Sig et Mascara. Près de deux tonnes de produits impropres à la consommation ont été retirées des étals. Il s'agit de poissons, de viandes blanches et rouges, d'abats et autres produits. Les dossiers des commerçants contrevenants seront transférés à la justice.

Belkecir Mohamed

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 099831019295905

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE
N° 03 / 2025

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).

La Direction des Equipements Publics de la wilaya d'Oran, lance concours national restreint de la maîtrise d'œuvre portant ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Seuls les bureaux d'études d'architecture nationaux privés ou étatiques ainsi que les groupements composés :

- De deux ou plusieurs architectes agréés et inscrits au tableau national des architectes algériens.
- D'un architecte (chef de file) agréé et inscrit au tableau national des architectes algériens avec ingénieur(s) en génie civil ayant un agrément et inscrit au tableau national des ingénieurs ; disposants des capacités financière, techniques, juridiques et réglementaires conformes à la réglementation en vigueur sont invités à soumissionner.

Les candidats doivent impérativement satisfaire aux conditions d'éligibilité suivante :

1) En cas de soumissionnaires seul :

✓ Capacité Professionnelle :

L'architecte soumissionnaire doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03 ans justifiée par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

✓ Capacité Financière :

Les candidats ayant un chiffre d'affaire cumulé égal ou supérieur à 1.500.000, 00 DA en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

✓ Capacité Technique :

Disposant des références professionnelles suivantes :

Références professionnelles : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B » ou plus (logement Exclu), ou bien deux (02) projets classés à la catégorie « A » (logement Exclu), justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

* Un statut pour les BET étatiques pour l'exercice de la profession d'architecture.

NB. Les bureaux d'études publics nationaux sont dispensés d'agrément.

2) En cas de soumissionnaires en groupement :

* Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané : d'architectes et/ou de bureaux d'études d'architecture agréés ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées :

✓ Capacité Professionnelle :

L'architecte chef de file doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03 ans justifiée par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

✓ Un protocole d'accord non forcément notarié liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement

✓ Capacité Financière :

Les membres du groupement doivent cumuler un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 1.500.000, 00 DA en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

✓ Capacité Technique :

Les membres du groupement doivent Disposer des références professionnelles suivantes :

Références professionnelles : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B » ou plus (logement Exclu), ou bien deux (02) projets classés à la catégorie « A » (logement Exclu) justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

* Le groupement doit être impérativement solidaire

SI L'UNE DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE N'EST PAS SATISFAIRE, L'OFFRE SERA REJETEE SYSTEMATIQUEMENT

Les bureaux d'études Peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la Direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran située à route du Tramway Hai El Yasmine, Bir El Djir Oran POSS2.

Les offres doivent être accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

A) Dossier de candidature

1. Déclaration de candidature ; jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
2. Une déclaration de probité ; remplis daté et signée.
3. Extrait de rôle activité apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement comprenant le NIF
4. Le numéro d'immatriculation fiscale NIF du soumissionnaire.
5. Relevé d'identité bancaire RIB
6. Tous documents permettant d'évaluer les capacités des candidats à savoir :

1) **En cas de soumissionnaires seul :** l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités

2) **En cas de soumissionnaires en groupement :** l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités.

- Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané d'architectes et/ou de bureaux d'études ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement.
- À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées dans le cahier des charges.
- Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement sera joint à la soumission, et dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement.
- Le groupement doit être impérativement solidaire

Les plis devront être, cachetés sur laquelle seront portées les mentions, ci-après

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE N° 03 / 2025

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Adressé à Mr Le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran.

1- Dans une première phase, la date limite de dépôt des dossiers de candidature correspond au dernier jour de la durée de préparation qui est de 07 jours, soit le à 12h00

- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en séance publique

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours

- Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la DEP d'Oran pendant les 10 jours qui suivent l'ouverture des plis en vue d'éventuels compléments de dossiers.
- Si le jour du dépôt et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos l'égal, la durée de préparation des offres et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMSEN
DAIRA D'AIN TELLOUT
COMMUNE D'AIN NEHALA
S.L.F : 1325 010 1001

AIN NEHALA LE : 2025 10

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 04/2025

Conformément à l'article 39 de la loi 23-12 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et au décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2016 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Le président de l'assemblée populaire communale d'Ain Nehala lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE DU STADE COMMUNAL ET AMENAGEMENT D'UNE SALLE DE SOIN

- **LOT N° 01 : AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE DU STADE COMMUNAL ECHAHID " GAFFOUR CHAREF" A LA LOCALITE AIN NEKROUF**
- **LOT N° 02 : AMENAGEMENT DE LA SALLE DE SOIN A LA LOCALITE AIN NEKROUF**

Les entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de la commune contre paiement d'une somme de 4.000,00 DA des frais du cahier des charges auprès du trésorier intercommunale d'Ouled Mimoun.

Condition D'éligibilité :

Pour le LOTS N° 01 :

- Avoir certificat de qualification et classification principal en bâtiment Catégorie trois (03) et/ou plus.
- Avoir réalisé au minimum un projet de même nature (Aménagement Et Revêtement En Gazon Synthétique Du Stade Communal ou un air de jeux d'une superficie de :2000 m² minimum) (authentifiés par des attestation de bonne exécution - détail quantitatif et estimatif).
- Les bilans financiers des trois (03) dernières années (2022/2023/2024), visés par les services des impôts. Le cas échéant C20 (moyen de chiffre d'affaire des 03 dernier année (2022-2023-2024) supérieur ou égale 20.000.000,00 DA) obligatoire.

Pour le LOTS N° 02 :

- Avoir certificat de qualification et classification principal en bâtiment Catégorie deux (02) et/ou plus.
- Avoir réalisé au minimum un projet de même nature (réalisation, aménagement, réfection....d'une construction administratif), (authentifiés par une attestation de bonne exécution).

NB: les entrepreneurs peuvent acquiescer les deux lots à condition de fournir les moyens matériels et humains pour chaque lot à par, en exemption l'ingénieur et le topographe aucune objection de les exploités pour deux projets

A- le dossier de candidature : le dossier de candidature contient :

- 01- déclaration de candidature datée signée et cachetée par le soumissionnaire
- 02- déclaration de probité datée signée et cachetée par le soumissionnaire
- 03- Copie de statut particulier de la personne morale.
- 04- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- 05- Capacité professionnelle :

Pour LOT N° 01 :

- copie de Certificat de qualification & Classification professionnelle activité principal en bâtiment Catégorie (03) et/ou plus .
- attestations de bonne exécution - détail quantitatif et estimatif au moins d'un (01) projet de même nature (Aménagement Et Revêtement En Gazon Synthétique Du Stade Communal ou un air de jeux d'une superficie de :2000 m² minimum) .

Pour LOT N° 02 :

- copie de Certificat de qualification & Classification professionnelle activité principal en bâtiment Catégorie (02) et/ou plus .
- attestations de bonne exécution Réalisation au moins un (01) projet de même nature (réalisation, aménagement, réfection....d'une construction administratif) .

06- Capacités financières :

Pour LOT N° 01 et LOT N° 02 :

- Les bilans financiers des trois (03) dernières années (2022/2023/2024), visés par les services des impôts. Le cas échéant C20 ainsi que les références bancaire.

B- offre technique : L'offre technique contient :

1. Déclaration à souscrire (modèle joint au cahier des charges) dûment remplie, datée, signée, cachetée.
2. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » paraphé, daté, signé et cacheté.
3. Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif (selon le modèle ci-joint en annexe) : répondant aux points suivants :
 - Profil Général de l'entreprise.
 - Moyens matériels mis en œuvre avec les pièces justificatives notamment :Listes des moyens Matériels justifié par le PV d'expertise année 2025 ou factures d'achat pour matériel non roulant , plus les cartes grises , les certificats d'assurance et contrôle technique en cour de validité du matériel roulant, (le matériels louer doit être justifier par des contrats de location en cour de validité).
 - Moyens humains justifiés par les diplômes et les attestations d'affiliation individuelle à la CNAS ou CASNOS - tableau ou attestation de travail signé par l'entreprise-prouve la fonction de chaque ouvrier et chaque cadre technique.
 - La méthodologie d'exécutions des travaux (Justifiée par un planning détaillé).

Nb- (seuls les moyens matériels et humains mentionnés dans la mémoire technique justificatif sont pris en considération dans l'évaluation technique)

C- offre Financière : L'offre financière contient :

- 01- La lettre de soumission remplie et signée.
- 02- Bordereau des prix unitaires dûment rempli signé et cacheté.
- 03- Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli signé et cacheté

Ces trois dossiers sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant : La dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « Offre technique » ou « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 04/2025

PROJET:

AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE DU STADE COMMUNAL ET AMENAGEMENT D'UNE SALLE DE SOIN

- **LOT N° 01 : AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE DU STADE COMMUNAL ECHAHID " GAFFOUR CHAREF" A LA LOCALITE AIN NEKROUF**
- **LOT N° 02 : AMENAGEMENT DE LA SALLE DE SOIN A LA LOCALITE AIN NEKROUF**

L'enveloppe extérieure doit être anonyme, bien fermée et ne porte aucune mention du soumissionnaire : Toute offre portant des dispositions contraires sera déclarée non conforme. Si l'enveloppe extérieure n'est pas bien fermée et marquée comme indiqué ci-dessus, le Maître de l'ouvrage ne sera en aucun cas responsable de son sort égaré. Les offres devront être déposées au bureau des marchés publics de : la commune d'Ain Nehala wilaya de Tlemcen .

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter du premier jour de la date de parution du présent avis dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et au moins dans deux quotidiens nationaux diffusés au niveau national, et le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la préparation jusqu'au treize heure (13h30) trente minute . L'ouverture sera le même jour à treize heure (13h:45) quarante- cinq minute au siège de l'A.P.C. (Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant). Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres quinze (10 jours) augmentée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Le présent avis tient lieu de convocation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis. Les Documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement à l'attributaire du marché publics dans un délai maximum de (10) jours, à compter de la date de sa notification.

Le Président d'A.P.C

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEM
DAIRA DE FELLAOUCENE
COMMUNE DE FELLAOUCENE
MATRICULE FISCAL: 098413209060031

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 46 du loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés et l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public ;

Et suite au PV d'ouverture des plis du 07/12/2025 ;

Et suite au PV de jugement des offres du 10/12/2025 ;

Le président de l'assemblée populaire communale de FELLAOUCENE informe les soumissionnaires de l'attribution provisoire du projet à l'entreprise suivante :

N	Intitulé du Projet	Entreprise	Matricule Fiscal	Note technique /100	Montant en TTC (DA)	Délai	Condition du choix
01	Aménagement Et Revêtement En Béton Bitumineux à travers la commune (Fellaoucene, Missadek Abdelkrimi, El mestahla)	EURL Metri ETPMH	000013026259943	90.5/100	27 587 532.00DA	08 mois	Qualifier Techniquement Moins-disant Dossier complet

N.B : conformément à l'article 56 du loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés et l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public ; tout soumissionnaire contestant choix peut introduire un recours dans les dix (10) jours, à compter de la première parution sur la presse de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, auprès de la commission des marchés publics de la commune de fellaoucene, tout soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours pour prendre connaissance des résultats détaillés, à compter de la première publication de l'attribution provisoire dans les quotidiens nationaux.

10 DEC. 2025

Fellaoucene le :

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531016782 Le Quotidien d'Oran 25/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de chlef
Daïra d'Abou El Hassen
Commune Tadjena

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE 08/2025

NF : 098402059023038

Conformément aux dispositions de l'article 65 du alinéa 02 du décret présidentiel N° 15/247 DU : 16/09/2015 relatif à la réglementation des marchés publics, le président de l'assemblée populaire communale de tadjena déclare que l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° :08/2025 paru dans les quotidiens nationaux (الروح الرياضية) a partir date : 16/11/2025 et le Quotidien d'Oran le 16/11/2025, suite au procès verbal des analyses des offres techniques N° 37 /2025 en date du 09/12/2025 des projet suivants :approvisionnement des écoles primaires de l'alimentation générale pour l'année 2026

Lot N°01 : l'alimentation générale

Lot N°02 : fruits et légumes .

Lot N°03 : viande et produits de proteine

Lot N°04 : pain

Désignation de l'opération	Désignation de fournisseur choisie	Montant proposé	Délai d'exécution	Note l'offre Technique	Observation
approvisionnement des écoles primaires de l'alimentation générale pour l'année 2026 Lot N°01 : l'alimentation générale Lot N°02 : fruits et légumes . Lot N°03 : viande et produits de proteine Lot N°04 : pain		infructueuse			L'offre financière dépasse l'estimation administrative
approvisionnement des écoles primaires de l'alimentation générale pour l'année 2026 Lot N°01 : l'alimentation générale Lot N°02 : fruits et légumes . Lot N°03 : viande et produits de proteine Lot N°04 : pain		infructueuse			L'offre financière dépasse l'estimation administrative
approvisionnement des écoles primaires de l'alimentation générale pour l'année 2026 Lot N°01 : l'alimentation générale Lot N°02 : fruits et légumes . Lot N°03 : viande et produits de proteine Lot N°04 : pain		infructueuse			L'offre financière dépasse l'estimation administrative
approvisionnement des écoles primaires de l'alimentation générale pour l'année 2026 Lot N°01 : l'alimentation générale Lot N°02 : fruits et légumes . Lot N°03 : viande et produits de proteine Lot N°04 : pain		infructueuse			L'offre financière dépasse l'estimation administrative

Les soumissionnaires non retenus ont le droit de formuler leur recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de cet avis (conformément à l'article 82 du code des marchés)

Fait tadjena, le 25/12/2025
Le président de l'APC

ANEP N° 2531016789 Le Quotidien d'Oran 25/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET D'AMENAGEMENT DE TERRETOIRE
WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de concours d'architecture restreint N° : 044/DEP/2025, portant sur la maîtrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation d'une rureté urbaine au niveau du site des 314 lots à Djénienne Dif Allah, commune de Béchar, paru aux quotidiens nationaux "Le Quotidien d'Oran" le 29/10/2025 en langue arabe étrangère. Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché d'études et suivi est attribué provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

Projet	Bureau d'études	NIF	Montant de la Maîtrise D'œuvre proposé en TTC en DA	Montant de la Maîtrise D'œuvre après correction en TTC en DA	Délai d'étude	Note Technique Globale	OBS
la maîtrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation d'une rureté urbaine au niveau du site des 314 lots à Djénienne Dif Allah, commune de Béchar	MESSAOUDI IBRAHIM Chef de file de Groupement « ALGER PRO »	190080102760106	13 275 000,00	13 275 000,00	Trois (03) Mois	82,73	Offre mieux disante préqualifiée

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'attribution provisoire de la convention. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délais de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné.

Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar.

Le Directeur

ANEP N° 2531016775 Le Quotidien d'Oran 25/12/2025

APARTEMENTS

■Oran : Loue F2, sdb, cuis. Sup 70 m², situé ds une villa, entrée indép, côté Morchid, Pt du Jour. pour couple sérieux avec livret de famille. Tél : 0552.22.68.34

■A.V F4 100 m², 3°, d.f, USTO + A.V F4, 140 m², toutes comm 3°, avec ascenseur + 2 box, Maraval + A.V F4, 140 m², 1er° avec ascenseur, Maraval + A louer, appt F3, meublé, 2° Maraval, à partir du 1er janvier 2026 + A louer dépôt 250 m² 5m H, la Lofa + A louer villa Rdc, 270 m², la Lofa – Pas de courtier – Tél : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

■V/loue/éch à Tiaret, C/V, C/simil Oran, F6, acte 03 faç e/o/sud, cour comm 3.000 m², dans cité clôt par 04 br, proximité de commo police + PTT + hammam + école + CEM + univ + superette + bus 02 sans vers centre-ville – Tél : 0557.74.60.91/ 0558.29.57.69

VILLAS

■Urgent : A vendre villa, actée, 226 m², 2f, c/v, Terga à 45 min d'Oran. Prix : 1.2 nég. A louer appart Canastel, 3ème étage, 4.5U /mois, avec 7 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56 whathApp : 0033620846445

■A louer villa à Courbet, voisin Peugeot automobile, 1er et 2e étage, plus de 10 chambres, climat et chauffage et en cas de besoin dépôt de 750 m², sera loué avec la villa - Tél : 0555.82.89.92 ou 0661.77.10.03

LOCAUX

■Loue à Tiaret C/V sur princi bd, caféteria, actuel en activité, 02 faç avec mat neuf complet, face univ + CEM + prim + lycée + univ / ufc Terrasse + possi, loue F2 dans villa atte caféteria + entrée indivd. Tél : 0557.74.60.91/ 0558.29.57.69

■A louer café/restaurant sans matériel, avec papiers, 260 m², sur 2 niveaux à Ain El Turck Eden Plage, Corniche oranaise - Tél : 0793.73.75.78 / 0676.68.17.26

■A louer licence de café à Oran – Tél : 0794.99.28.02

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لعل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

PENSÉE

Le jeudi 26 décembre 2024, un triste souvenir, qui restera gravé dans ma mémoire. En cette date j'ai perdu ma très chère mère:

LAMOURI Djamilia épouse BAKOUCHE Abdelkader.

C'est une longue et inoubliable année passée, plein de tristesse et de chagrin. Ta disparition m'a fait beaucoup de mal et m'a laissé un grand vide qui durera à jamais.

Tu resteras toujours présente dans mon cœur et ma pensée. En cette journée, je demande à tous ceux qui t'ont connue, de faire une Douaa sincère pour toi. Repose en paix chère mère et qu'Allah t'accueille dans Son Vaste Paradis, incha'Allah...

الله يرحمكم يا اما و بويا

Votre fils BAKOUCHE Mohamed



Don de sang Algérie
Donner son sang, c'est sauver une vie
التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

TF1

21.10 BOODER FÊTE SES 20 ANS

Pour célébrer ses vingt ans de carrière, Booder offre un gala d'humour exceptionnel, rempli d'émotion, de surprises et de galères. Alors qu'il rêve d'un show millimétré, il découvre en arrivant au théâtre que rien ne se passera comme prévu : son père a littéralement "remercié" toute l'équipe de production pour prendre les rênes de l'événement, et la remplacer par la famille Booder. Sauf que cette famille, dont tous les membres sont interprétés par un Booder grimpé et métamorphosé,...

2

21.10 PRODIGES

La magie de Noël se poursuit avec la deuxième demi-finale de "Prodiges". Après une première demi-finale remplie d'émotions, douze nouveaux jeunes talents entre en lice pour convaincre le jury composé de la chorégraphe et danseuse étoile Marie-Claude Pietragalla, du violoncelliste Gautier Capuçon, et de la soprano Julie Fuchs. A l'issue de cette deuxième soirée, le jury devra sélectionner, par catégorie, les deux Prodiges qui l'ont le plus convaincu, permettant aux téléspectateurs de...

3

21.10 CASSANDRE

Saison 6 - Episode 1 : Les régates
Dans le lac d'Annecy, une jeune fille est retrouvée morte dans l'épave d'un voilier brûlé. De l'essence versée sur le pont laisse supposer que l'incendie était criminel. D'après un témoignage, un homme était à bord aussi. La victime s'appelait Cassiopée, elle avait 17 ans. L'enquête menée par Cassandra s'interroge : que faisait une mineure en pleine nuit sur un voilier ? Le jeune homme court-il toujours ? La commissaire enquête dans un contexte bien spécifique : très bientôt se tiendra la...

CINE + PREMIER

20.50 LE COMTE DE MONTE-CRISTO

En 1815, Edmond Dantès (Pierre Niney), un jeune marin plein d'avenir, sauve une femme de la noyade dans les eaux tumultueuses de la Méditerranée. Sa bravoure lui vaut une promotion tant attendue au poste de capitaine, évinçant ainsi le jaloux Danglars (Bastien Bouillon). Fort de ce succès, Dantès envisage enfin de convoler en justes noces avec la belle Mercédès Herrera (Anaïs Demoustier),...

6

21.10 LE ROI SOLEIL À VERSAILLES

Vingt ans après son triomphe, "Le Roi Soleil" demeure l'une des comédies musicales préférées du public. Cette émission dédiée au spectacle culte a pour cadre le décor prestigieux qui l'a inspiré. Les titres emblématiques, comme "Être à la hauteur" ou encore "Je fais de toi mon essentiel", reprennent vie dans les espaces les plus iconiques du château de Versailles. Les artistes retrouvent leurs chansons phares, portées par des chorégraphies de Kamel Quali et des costumes qui célèbrent l'esprit d'origine du spectacle,...

CINE + FRISSE

20.50 LE CINQUIÈME ÉLÉMENT

"Le Cinquième Élément" est un chef-d'œuvre de la science-fiction réalisé par Luc Besson, qui nous plonge dans un avenir futuriste au XXIII^e siècle. L'histoire débute en Égypte en 1914, lorsque des extraterrestres, appelés les Mondoshawans, arrivent sur Terre pour récupérer des pierres au pouvoir immense, représentant les quatre éléments : l'eau, l'air, le feu et la terre. Ces artefacts sont cruciaux pour combattre une force maléfique,...

CANAL+

21.09 DRAGONS

Perchée sur une île battue par les vents et les vagues, la bourgade viking de Beurk survit tant bien que mal sous la menace constante des dragons. Ces créatures légendaires, aussi variées que redoutables, sèment la terreur parmi les habitants, réduisant leurs journées à une lutte sans merci pour leur survie. À la tête du village, Stoïk la Brute incarne cette résistance acharnée, menant ses guerriers dans une guerre sans fin contre les bêtes ailées. Pour les jeunes comme Astrid, agile et déterminée, l'entraînement au combat...

arte

20.50 ORGUEIL ET PRÉJUGÉS

Dans l'Angleterre rurale de la fin du XVIII^e siècle, où les conventions sociales dictent chaque geste et chaque parole, la famille Bennet vit sous la menace constante d'un avenir incertain. Sans héritier mâle pour reprendre le domaine de Longbourn, Mrs. Bennet (Brenda Blethyn) voit dans le mariage de ses cinq filles la seule échappatoire à la ruine. Quand la nouvelle se répand qu'un riche célibataire, Charles Bingley (Simon Woods), vient de s'installer au manoir voisin de Netherfield,...

TF1

21.10 LA CHANSON SECRÈTE

Après le succès des précédentes éditions, "La chanson secrète", présentée par Nikos Aliagas, fait son retour. Plusieurs personnalités ne savent rien de ce qui va se passer pour eux. Michèle Laroque, Isabelle Ithurburu et Kad Merad ont accepté de jouer le jeu, de se laisser totalement surprendre, émuvoir, parfois même déstabiliser car ils vont découvrir en même temps que les téléspectateurs une chanson qui leur est chère, revisitée et réinterprétée.

2

21.10 LE COMTE DE MONTE-CRISTO

Saison 1 - Episode 1 : La lettre
Lors d'une tempête en mer, Edmond Dantès se voit confier par le capitaine mourant le commandement du Pharaon, un navire marchand. Le jeune marin parvient à le ramener en toute sécurité à Marseille, où sa bien-aimée, Mercédès Herrera, l'attend. Promu capitaine, il finalise avec elle leurs projets de mariage. Jaloux, le comptable Danglars échauffe un complot avec Fernand, le cousin de Mercédès, pour dénoncer Dantès comme conspirateur bonapartiste.

3

21.10 LA MEILLEURE CHORALE DE FRANCE

Laurent Luyat et Magali Ripoll présentent la 2^e partie de cette soirée festive en compagnie des jurés Vincent Niclo, Adeline Toniutti, Nicoletta et Chimène Badi. C'est l'heure de la grande finale de la compétition. Parmi 14 chorales de 14 styles différents venues de toute la France, une seule région repartira avec le trophée tant convoité. Qui remportera cette année le titre de Meilleure Chorale de France 2025 ?

4

21.05 LE GARÇON ET LE HÉRON

Dans le Japon des années 1940, marqué par les cicatrices de la guerre et les bouleversements d'une époque en pleine mutation, Mahito, un jeune garçon de onze ans, voit son existence basculer dans la douleur. Après avoir perdu sa mère dans un tragique incendie, il est arraché à Tokyo, sa ville natale, pour s'installer dans une campagne lointaine et mystérieuse, là où sa mère a grandi. Sous le toit d'un manoir ancestral aux allures de labyrinthe,...

6

21.10 CENDRILLON

Dans un royaume baigné de magie discrète, où les forêts murmurent des secrets anciens et les châteaux brillent sous la lune comme des promesses, grandit Ella (Lily James), une jeune fille au cœur pur et à l'âme inaltérable. Son enfance, bercée par l'amour inconditionnel de ses parents, est un conte de fées à elle seule – jusqu'à ce que la maladie n'arrache trop tôt sa mère (Hayley Atwell), laissant derrière elle une blessure profonde et une dernière leçon : "Sois courageuse et reste bonne".

TFX

21.10 MOI, MOCHE ET MÉCHANT 2

Dans un univers où les super-vilains côtoient les agents secrets et où les inventions les plus folles peuvent sauver le monde... ou le plonger dans le chaos, Gru (Steve Carell) a troqué son costume de criminel légendaire contre un rôle bien plus inattendu : celui de père de famille. Après des années à semer la terreur avec ses plans diaboliques, le voici désormais occupé à gérer les caprices de ses trois filles adoptives, Margo, Édith et Agnès,...

CANAL+

21.07 LOUPS GAROUS

Saison 2 - Ep 5 : Le piège à loups
Dès le coup d'envoi de cette 2^e saison, quinze joueurs et joueuses aux talents hors du commun se sont réunis pour une partie grandeur nature du légendaire jeu "Les Loups-Garous de Thiercelieux". Parmi eux : un négociateur du RAID, un médium, un maître international d'échecs, un psychologue expert en emprise, un ingénieur de la NASA ou encore un hacker. Tous, spécialistes de la stratégie et de la manipulation, se sont affrontés dans une joute mémorable où la ruse et la dissimulation...

CINE + FRISSE

20.50 BLADE RUNNER 2049

En 2049, la société a évolué sous l'emprise de la corporation Wallace, dirigée par le milliardaire Niander Wallace (Jared Leto), qui a pris le relais de la défunte Tyrell Corporation. Dans ce monde dystopique, des répliquants de nouvelle génération, obéissants et conformes, ont été conçus en série, tandis que les anciens modèles, tels que les Nexus 8, continuent d'exister. L'agent K (Ryan Gosling), un Blade Runner chargé de traquer et d'éliminer...

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

1. Tromperies.
2. Non encaissées. Jeu à points.
3. Donner pour vrai.
4. Vautour. Se rend utile.
5. Fait de l'esprit. Crier au chiot.
6. Casse au crible. Excède.
7. Fait du maître.
8. Test du psy. Maison des artistes.
9. Mangeoire. Acquit.
10. Pièce d'échecs. Congrès.

Verticalement:

- A. Sûr que son jus, c'est pas du cent pour cent arabica !
- B. Distincts. Pré-sida.
- C. Impétueuse.
- D. Bête et indisciplinée. Possessif.
- E. Contribuables.
- F. Plaisante lecture. Formule de diplôme.
- G. Celui qu'on n'attendait pas.
- H. Nouveaux départs.
- I. Il en fait du propre ! Parée.
- J. Ancien instrument à percussion. Effets de commerce.

N	F	I	D	E	L	I	T	E	P	A	V	O	T	E
O	R	G	I	E	E	C	N	A	T	S	I	S	S	A
I	I	C	N	E	P	E	V	A	U	O	Z	S	Z	R
T	T	O	A	I	C	U	T	T	E	R	E	E	I	O
A	E	I	R	R	R	H	O	U	E	T	B	L	R	C
C	N	T	T	E	I	R	E	C	I	R	R	E	G	E
A	O	R	O	T	Z	B	I	L	E	E	U	C	I	D
V	I	E	L	U	S	R	O	G	L	G	O	T	T	R
N	S	T	L	O	A	P	O	U	A	E	C	I	S	A
I	I	T	I	J	M	B	Q	T	T	G	O	I	B	
Z	C	E	A	I	A	U	E	B	A	A	I	N	M	E
Z	E	S	M	B	E	A	I	L	O	U	R	O	A	L
E	R	S	O	R	U	C	A	F	E	O	Q	I	N	L
U	P	A	E	T	I	R	A	I	L	I	M	A	F	A
M	B	M	E	R	U	T	L	U	C	I	T	R	O	H

AMAS - ASSISTANCE - BAOBAB - BIJOUTERIE - BOOM - CARIBOU - COUPE - COURBE - CUTTER - DECOR - DINAR - ECHELLE - FAMILIARITE - FIDELITE - FRITE - GATEAU - HALLEBARDE - HORTICULTURE - HOUE - IMPOLITESSE - IRRIGATION - LANGE - MAILLOT - MASSETTE - MISTIGRI - MUEZZIN - ORGIE - PAVOT - PRECISION - QUATORZE - RELUQUER - SELECTION - TARIF - TERTIO - VACATION - ZEBRE - ZOUAVE.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante:
- Mon 1er est une note de musique.
- Mon 2e est un poil à l'oeil.
Mon tout est fastoche.

1	U	T	C											
14														
3		17	8	8	9	6	4	5	9	8				
17		14	17	2	9	1	6	8		7				
2		7	6	9			9		8	8				
17			7		11	6	9	12	1	9				
8		17		11	6	4		3	9					
2		7	5	5	9	1	5		15	17				
6		9	8	7	8	2	17	15	2	8				
4		1		9		9	11	9		7				
11		5	7	9	6		7	4	2	17				
16			15		8	4	15	15	9	2				
7		9	15	17		6	9			7				
10		1	9		6	18		3	4	10				
1			9	11	17	1	5	9		1				
9		2		17	7	6		18	1	9				
8		17	8		5	9	12	9	9	8				

Jeux proposés par Chérifa Benthani

		CHAMPI- GNON... QUI PEUT ÊTRE VÉNÉNEUX !								
				PARLE- MENTAIRES		AIMENT A RESTER CHEZ EUX		NE PAS DIRE, GARDER SOI		
				HURLEMENT		APEURÉS				
		PAIRE DE VERRE								
		JEU DE HASARD								
				COEUR DE LION						
				RETIRÉE						
		TROUBLE À LA LOI								
		Y A DE... L'EXCÈS !								
				RUA À TORT ET A TRAVERS						
				EMERGENCE						
				CONVER- SATION						
				PRONOM						
						ELLES SE VERSENT EN CHIALANT				
						MILLILITRE				
		POURUIRE EN JUSTICE		COMBATS SINGULIERS						
		CE QU'IL Y A DE MIEUX								
						MANCHE DE TENNIS				
						DÉTENTE				

SUDOKU N° 9457

		6			3	5			4
5	8	4			9		3		2
	7				8	6	9		
4			7		8				
				5	2	3		9	8
								7	
			1		5	9	2		
3					7	4			9
		7							

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9456	CROISÉS N°9456	SUDOKU N°9456
P A C I F I Q U E R U E R O U N D O R C A N O E B A T O N T M A E S C R I M E B U T H D U R L G U E R I E S E R M S E T M U L E R N T E S S E A N C E N E S T I E R S T R E S S E S T	E P R O U V E T T E N U E R E P O R T T E I N T U R I E R E N N U I O T E N T A C C U S E S D E G A V L A R P E N T A G E S N A U T N O V A T I S S E N T E N S E E S P E C E S	9 6 4 3 7 1 2 8 5 1 3 5 4 8 2 6 7 9 7 8 2 5 6 9 3 4 1 4 5 6 7 2 3 9 1 8 3 9 7 8 1 4 5 2 6 8 2 1 9 5 6 4 3 7 2 4 8 1 9 5 7 6 3 5 7 3 6 4 8 1 9 2 6 1 9 2 3 7 8 5 4
FOUILLIS N° 9456: CASQUETTE (Casse - Quête)		CODÉS N° 9456
		1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 R A I L P G O V M C 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24



10 ERREURS



Bélier 21-03 au 20-04
Une ambiance de tendresse et de séduction règne dans votre ciel. Les planètes vous seront favorables.



Taureau 21-04 au 21-05
Attention, dans le secteur des finances, vous risquez de vous laisser influencer par des personnes peu fiables qui chercheront à se servir de vous.



Gémeaux 22-05 au 21-06
Un courant de chance favorisera vos entreprises et donnera une belle expansion à votre carrière.



Cancer 22-06 au 22-07
Vous n'aurez aucun mal à améliorer la qualité de votre vie à deux. Célibataire, vous éprouverez un délicieux sentiment d'insouciance.



Lion 23-07 au 23-08
Faites bon usage de votre tonus et entretenez-le, vous allez en avoir besoin ! Pas de perturbations en vue.



Vierge 24-08 au 23-09
N'hésitez pas à faire part de vos souhaits. Il faut profiter du courant de chance actuel.



Balance 24-09 au 23-10
Mettez un peu d'ordre dans votre tête avant de tenter d'en mettre dans votre vie.



Scorpion 24-10 au 22-11
Sur le plan professionnel, vous devrez absolument redoubler de vigilance. Vous risquez de perdre le bénéfice de tous les efforts fournis dernièrement. Prudence donc.



Sagittaire 23-11 au 21-12
Bonne résistance nerveuse. La prudence est de mise.



Capricorne 22-12 au 20-01
Lâchez un peu de lest... vous êtes encore sur la défensive. Tout va bien.



Verseau 21-01 au 18-02
Vous ne saurez pas vraiment sur quel pied danser. Rien ne vous oblige à prendre une décision ! Journée plutôt maussade.



Poissons 19-02 au 20-03
Attendez d'être plus calme pour aborder des sujets délicats avec votre partenaire. À vouloir forcer le dialogue, vous obtiendrez des effets contraires à ce que vous espériez.

Le chef d'état-major libyen est mort dans un «accident» d'avion en Turquie

Le chef d'état-major libyen et plusieurs autres responsables militaires sont morts dans un "accident" d'avion après avoir quitté la capitale turque Ankara, où ils étaient en visite, a annoncé mardi soir le Premier ministre libyen, Abdelhamid Dbeibah.

Les autorités turques ont annoncé que l'épave de l'avion qui le transportait avait été retrouvée. Elles avaient auparavant indiqué que le contact avait été perdu avec l'appareil moins de 40 minutes après son décollage d'Ankara. Le général Mohamad al-Haddad, originaire de Misrata (ouest), avait été nommé à ce poste en août 2020 par l'ancien chef du gouvernement Fayez al-Sarraj.

Plusieurs autres responsables militaires se trouvaient à bord selon le Premier ministre libyen: le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Al-Fitouri Ghraybel, le directeur de l'Autorité de l'industrie militaire, Mahmoud Al-Qatioui, et le conseiller du chef d'état-major, Mohamed Al-Asaoui Diab. M. Dbeibah a demandé au ministère de la Défense d'envoyer une délégation officielle à Ankara pour faire la lumière sur les circonstances de l'incident, selon un communiqué du gouvernement.

L'appareil "a signalé une urgence due à un dysfonctionnement électrique au contrôle aérien et a demandé un atterrissage d'urgence", a précisé la présidence turque.

Le gouvernement turc a annoncé hier mercredi que la boîte noire de l'avion sera analysée dans un pays neutre, a annoncé mercredi.

"L'analyse de l'enregistreur vocal et de la boîte noire de l'appareil, permettant de déterminer la cause de l'accident de l'avion, sera effectuée dans un pays neutre", a affirmé le ministre turc des Transports, Abdulkadir Uraloglu, sur le réseau social X.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

CAN 2025 : Algérie 3 – Soudan 0 Un début prometteur



La sélection algérienne de football a réussi mercredi ses débuts en Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, en dominant largement le Soudan sur le score de 3 à 0 (mi-temps : 1-0), dans le cadre de la première journée du groupe E.

Les buts de l'Algérie ont été inscrits par Mahrez (2', 61') sur des passes décisives de Bou-daoui et Amoura, ainsi que par Maza (85').

C'est la première victoire des "Verts" en phase finale de la CAN, depuis la finale de l'édition 2019 en Egypte de-

vant le Sénégal (1-0).

Dans l'autre match de la poule E, disputé plus tôt mercredi, le Burkina Faso a battu la Guinée équatoriale (2-1). Réduite à dix après l'expulsion de Ndong (50'), la Guinée équatoriale a quand même ouvert le score sur une réalisation d'Anieboh (85'), avant de se faire renverser par le Burkina Faso, qui a inscrit deux buts dans le temps additionnel par Minoungou (90'+5) et Tapsoba (90'+8).

A l'issue des matchs de la première journée, l'Algérie et le Burkina Faso occupent con-

jointement la tête du classement du groupe E avec 3 points, alors que le Soudan et la Guinée équatoriale sont derniers avec zéro point.

Lors de la deuxième journée du groupe E, prévue dimanche, la Guinée équatoriale affrontera le Soudan (16h00), alors que l'Algérie sera opposée au Burkina Faso (18h30).

Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes, se qualifient pour les huitièmes de finale, prévus les 3, 4, 5 et 6 janvier.

Burkina Faso : six morts dans l'incendie d'un bâtiment à Ouagadougou



Six personnes, dont quatre enfants, ont perdu la vie mardi dans l'incendie d'un bâtiment à usage d'habitation survenu dans un quartier de la capitale burkinabè Ouagadougou, a annoncé la Brigade nationale des sapeurs-pompiers dans un communiqué.

Selon le communiqué, l'incendie s'est déclaré aux environs de 05h00 du matin dans le quartier de Gounghin, situé dans l'arrondissement N2 de la commune de Ouagadougou. Le bilan provisoire fait état de six décès, dont quatre enfants âgés de 4 à 15 ans et deux adultes âgés de 25 et 45 ans, a précisé la Brigade nationale des sapeurs-pompiers, appelant les populations à renforcer la vigilance au sein des habitations.

Validation des frais de 100.000 dollars imposés par Trump sur des visas emblématiques



Une juge fédérale a autorisé mardi l'administration Trump à appliquer des frais de 100.000 dollars pour des visas de travail très utilisés dans le domaine technologique, un coup dur pour ce secteur.

Le président américain Donald Trump avait annoncé en septembre cette mesure portant sur les visas H-1B, qui permettent à des travailleurs étrangers aux qualifications précises (scientifiques, ingénieurs et programmeurs informatiques entre autres) de venir travailler aux Etats-Unis.

Le républicain affichait depuis son premier mandat sa volonté de les limiter afin de donner la priorité aux travailleurs américains.

La mesure avait provoqué une levée de boucliers dans les secteurs qui y ont largement recours, notamment dans la tech, mais aussi auprès de pays fortement concernés, comme l'Inde.

La Chambre de commerce des Etats-Unis avait saisi la justice avec l'Association des universités américaines (AAU), estimant notamment que cette décision n'était pas du ressort de Donald Trump.

Des ministres syriens discutent coopération militaire avec Poutine

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense du nouveau pouvoir syrien ont été reçus mardi à Moscou pour le président russe Vladimir Poutine avec lequel ils ont parlé coopération militaire, a indiqué l'agence publique syrienne.

Le chef de la diplomatie syrienne Asaad al-Shaibani et le ministre de la Défense Murhaf Abu Qasra ont évoqué avec Vladimir Poutine «des questions politiques, militaires et économiques d'intérêt commun, avec un accent particulier sur la coopération stratégique dans le domaine des industries militaires», a indiqué l'agence Sana.

Il s'agit de «renforcer les capa-

cités de défense de l'armée syrienne» et notamment d'en «moderniser les équipements militaires», afin de «soutenir la sécurité et la stabilité en Syrie et dans la région», selon la même source.

Les discussions ont également porté sur des projets économiques, notamment de reconstruction du pays ravagé par la guerre civile, selon Sana.

La Russie s'était dite prête à participer à la reconstruction de la Syrie, ravagée par près de 14 ans d'une guerre déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, ainsi qu'à travailler dans le secteur pétrolier syrien.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES VIDES LITTERATIES ET LES POSTURES DES SUFFISANCES

et se méfie des littératies vides.

On convient que tout n'est pas rose et nulle part ailleurs ne l'est, car aujourd'hui, l'humanité entière a des difficultés pour se prendre en charge. Ne connaissent ces difficultés que ceux qui les affrontent frontalement par des actes réfléchis et opérants. La crise économique étant passée par là, l'heure n'est pas à l'extase, il est vrai.

Il se trouve qu'elle intervient au moment où la demande sociale est incommensurable, mais les Algériens ne

meurent ni de faim, ni de froid.

Chaque Algérien connaît parfaitement la situation de son pays et a une juste idée sur sa marche dans une avancée où les insuffisances et les satisfactions sont mêlées. Il n'a nul besoin que le lui ressasse la présentation d'un tableau incomplet et estropié de propositions concrètes. Nul n'est dupe sur la consistance des palabres étalées avec une légèreté déconcertante. Leur rendu du compte ne sert que la mise en avant des aigreurs personnelles d'acteurs en mal de reconnaissance ou guidés par leurs offres de services. Les plus dangereuses sont celles des contre-vérités sur des personnalités ciblées pour salir ce qu'elles ont de plus honorable et de plus riche.

Rien n'est plus révoltant, à la limite de dérangeant, que cette posture de suffisance désagréable de ceux qui s'arrêtent aux constats sans proposer de solutions pour des difficultés que tout le monde connaît. Aux plates palabres des cafés et des salons, se sont ajoutés maintenant les délires déçous sur les réseaux sociaux pour que se propagent les facilités du verbe et du m'as-tu vu.

Ceux qui adorent s'écouter parler, ou qui ignorent qu'ils écrivent en biais l'intimité nue de leurs esprits, ne savent pas que la brûlure de la braise n'est ressentie que par ceux qui la tiennent par leurs mains. La société algérienne, dans sa majorité, n'ignore pas le poids de son incandescence